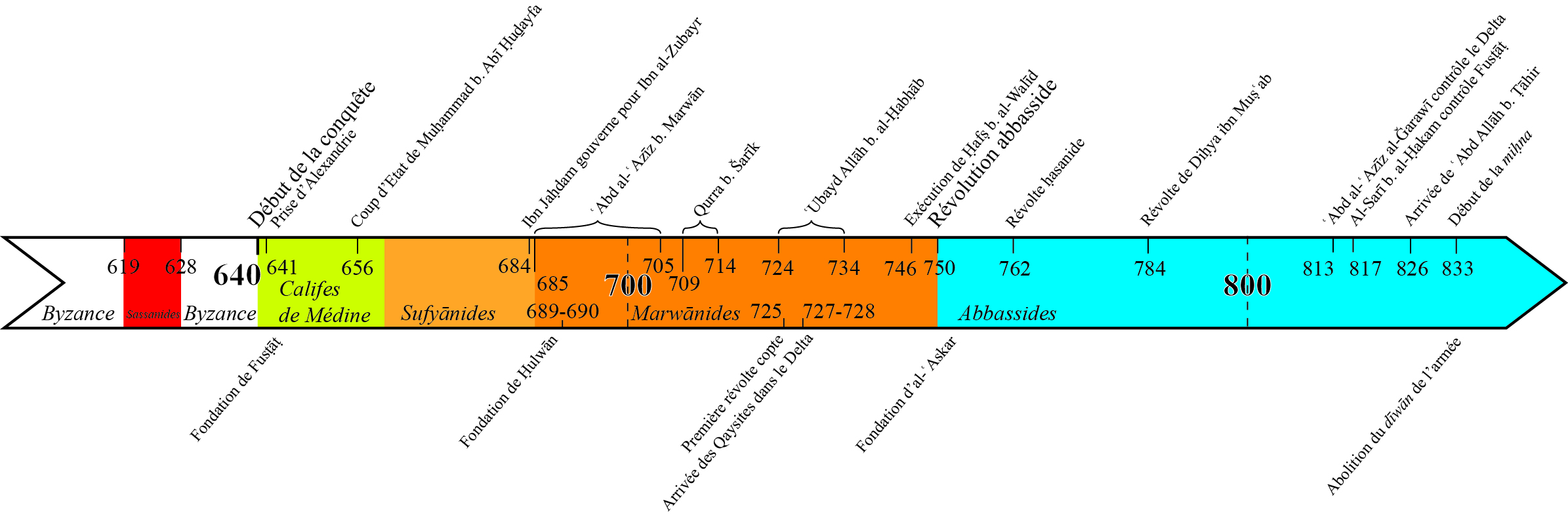
**L’Égypte jusqu’en 833 : du *ǧund* provincial à l’intégration impériale**

Mathieu Tillier (Sorbonne Université / UMR 8167 Orient et Méditerranée)

(Version française de « Ägypten. Vom Provinz-Ǧund zur Integration in das Imperium », dans Andreas Kaplony (éd.), *Geschichte der arabischen Welt*, C. H. Beck, Munich, 2024, p. 123-148 et 715-725. Les chiffres en gras entre parenthèses renvoient à la pagination du texte allemand.)

*Fig. 1. Frise chronologique*



**(123)** Aux deux premiers siècles de l’Islam, l’Égypte constituait une province de l’empire islamique, généralement fidèle au califat omeyyade puis abbasside. Son histoire peut être reconstituée au miroir de sources tant littéraires que documentaires. La plus ancienne chronique évoquant la conquête et les débuts de la domination islamique fut rédigée vers la fin du viie siècle par Jean de Nikiou, un ecclésiastique copte de Basse-Égypte, dont le texte a survécu dans une version guèze. Il faut ensuite attendre la seconde moitié du iiie/ixe siècle, **(124)** à l’époque où les premières grandes chroniques arabes étaient rédigées, pour que des lettrés égyptiens offrent les premières mises en récit l’histoire provinciale. Ibn ʿAbd al-Ḥakam (m. 257/871) laissa des *Futūḥ Miṣr wa-aḫbāru-hā* détaillant la conquête et l’installation des premiers musulmans à Fusṭāṭ et offrant un tableau des principales institutions jusqu’à son époque. Un siècle plus tard, Abū ʿUmar al-Kindī (m. 350/961) consacra plusieurs œuvres à l’histoire politique, sociale et institutionnelle de l’Égypte, dont deux nous sont parvenues : une *Histoire des gouverneurs* (*Taʾrīḫ Miṣr wa-wulāti-hā*) et une *Histoire des juges* (*Aḫbār quḍāt Miṣr*) qui officièrent à Fusṭāṭ. Son contemporain Ibn Yūnus al-Ṣadafī al-Misrī (m. 347/958) composa un dictionnaire biographique consacré aux Égyptiens, intitulé *Ta’rīḫ*, qui n’existe plus sous sa forme originelle mais a été reconstitué à partir de citations conservées par d’autres ouvrages. Les récits d’Ibn ʿAbd al-Ḥakam et d’al-Kindī constituent les principales sources d’auteurs plus tardifs comme al-Maqrīzī (m. 845/1442), Ibn Taġrī Birdī (m. 874/1470) et al-Suyūṭī (m. 911/1505). Si ces ouvrages s’intéressent avant tout aux musulmans d’Égypte, l’historiographie copto-arabe préserve une volumineuse *Histoire des patriarches d’Alexandrie*, dont plusieurs versions successivement remaniées subsistent, et dont la « version primitive » en arabe serait l’œuvre de Mawhūb b. Manṣūr b. al-Mufarriǧ vers la fin du 11e siècle [[1]](#footnote-1).

Alors que les sources littéraires offrent un panorama de l’histoire politique et institutionnelle principalement focalisé sur la capitale égyptienne, Fusṭāṭ, et dans une moindre mesure sur Alexandrie, le reste du territoire est surtout connu à travers d’abondantes sources documentaires. Les fouilles archéologiques menées à Fusṭāṭ, à Alexandrie, dans le Fayoum et en Haute-Égypte, ont mis au jour les traces d’occupation remontant jusqu’au temps de la conquête et documentent la vie quotidienne tant des musulmans que des Coptes [[2]](#footnote-2). Les sources épigraphiques sont principalement représentées pour ces deux siècles par des stèles funéraires, dont les spécimens préservés se multiplient à partir de la seconde moitié du iie/viiie siècle, et qui proviennent principalement de Fusṭāṭ et d’Assouan [[3]](#footnote-3). Les monnaies documentent pour leur part la vie économique tout en reflétant l’idéologie du pouvoir. Mais ce sont surtout les milliers de documents sur papyrus et autres supports, écrits en grec, en copte et en arabe, et principalement retrouvés en Moyenne et Haute-Égypte, qui permettent de reconstituer **(125)** de multiples facettes de la vie institutionnelle, sociale et économique de l’arrière-pays : lettres officielles et privées, pétitions, ordres de paiements, reçus de taxes, sauf-conduits, contrats de vente et de mariage, quittances, etc.[[4]](#footnote-4)

Après avoir donné un aperçu de l’histoire politique de l’Égypte et de ses institutions jusqu’à la fin du règne du calife al-Ma’mūn (r. 198-218/813-833), nous examinerons quelques caractéristiques saillantes de la société égyptienne de cette époque.

# 1. L’Égypte de la conquête aux Omeyyades

## 1.1. La conquête et la fondation de Fusṭāṭ

L’Égypte byzantine n’était pas inconnue des Arabes avant l’Islam. D’aucuns s’y étaient installés dès l’époque ptolémaïque et vivaient du commerce ou de l’agriculture, voire y servaient comme mercenaires [[5]](#footnote-5). Le principal conquérant de l’Égypte, le Qurayshite ʿAmr b. al-ʿĀṣ (m. 43/664), est lui-même supposé avoir séjourné à Alexandrie dans le cadre de ses activités commerciales antéislamiques [[6]](#footnote-6). L’Égypte byzantine, qui avait connu l’intermède sanglant d’une occupation sassanide entre 619 et 628, était divisée à la fin des années 630 en quatre éparchies. Le patriarche d’Alexandrie, Cyrus (en poste de 10/631 à c. 21/641 ; appelé al-Muqawqis dans les sources arabes), semble néanmoins y avoir joui d’une prééminence civile et militaire [[7]](#footnote-7).

Bien que l’Égypte ait peut-être fait l’objet d’expéditions infructueuses dès 12/633, sous le règne d’Abū Bakr (r. 11-13/632-634) [[8]](#footnote-8), la conquête véritable ne commença pas avant la fin de 18/639. Selon les sources arabes, ʿAmr pénétra en Égypte par la frontière nord, à la tête d’une armée de quelque 3500 hommes [[9]](#footnote-9), sans attendre les ordres du deuxième calife, ʿUmar (r. 13-23/634-644). Après avoir longé le Delta oriental et combattu les Byzantins à al-Faramā (Péluse) puis à Bilbays, à Umm Dunayn (Tendunias) et à ʿAyn al-Shams (Héliopolis), les conquérants s’abattirent sur la pointe sud du Delta et mirent le siège devant la forteresse byzantine de Babylone. Entre-temps, ʿUmar avait envoyé 12 000 hommes en renfort, commandés par al-Zubayr b. al-ʿAwwām (m. 36/656) [[10]](#footnote-10). Après sept mois de siège, Babylone fut prise et ʿAmr put mobiliser ses forces contre Alexandrie, qui capitula fin 20/641 ou début 21/642 au terme de plusieurs mois de siège [[11]](#footnote-11).

La reconstitution des étapes précises de la conquête est entravée par le caractère confus, et parfois contradictoire, des sources. Les récits préservés par les chroniqueurs musulmans, à partir du iiie/ixe siècle, offrent l’image d’une armée unifiée sous le seul commandement de ʿAmr. **(126)** Les auteurs les plus anciens, notamment Jean de Nikiou, suggèrent toutefois qu’une double armée, l’une venue du nord et l’autre du sud – cette dernière étant parvenue à traverser le Nil –, prit les Byzantins en tenaille [[12]](#footnote-12). L’identité du commandant de cette seconde armée hypothétique n’est pas connue. Mais compte tenu de la place accordée par les chroniqueurs arabes à ʿAbd Allāh b. Saʿd b. Abī Sarḥ (m. *c*. 57/676-677), qui font de lui le gouverneur de Moyenne et Haute-Égypte (Ṣaʿīd) à la fin du règne de ʿUmar, il n’est pas impossible qu’il ait été le principal commandant de cette aile de l’armée de conquête [[13]](#footnote-13).

La pacification du territoire égyptien fut longue et difficile. Ainsi, les Byzantins guettaient l’occasion de reprendre Alexandrie, où ʿAmr avait installé une garnison dans les maisons abandonnées par les Byzantins [[14]](#footnote-14). Ils en eurent l’opportunité lorsqu’à la mort de ʿUmar, en 23/644, son successeur omit d’envoyer les renforts annuels jusque-là octroyés par Médine. Profitant de cette faiblesse, les Byzantins envoyèrent une flotte, commandée par un certain Manuel, qui reprit la ville avec l’aide des notables byzantins demeurés sur place. Rappelé, ʿAmr dut reconquérir la ville en 25/646, après quoi la garnison alexandrine fut renforcée [[15]](#footnote-15).

Ce n’est pourtant point Alexandrie qui devint capitale de la nouvelle province musulmane. Après la première conquête de cette ville, le calife ʿUmar ordonna en effet à ʿAmr de ne point s’installer sur la rive occidentale du Nil, où aucun renfort ne pourrait lui être envoyé en cas d’attaque. ʿAmr repartit donc, dit la légende, à l’endroit où il avait laissé sa « tente » (*fusṭāṭ*), c’est-à-dire à côté de Babylone. C’est à cet endroit, au nord de la forteresse (appelée Qaṣr al-Šamʿ par les Arabes), qu’il fit édifier sa cité-garnison (*miṣr*), n’hésitant pas à réquisitionner des hommes et des matériaux dans toute l’Égypte [[16]](#footnote-16). Quoique le toponyme de Babylone ait continué d’être employé dans les papyrus pendant plusieurs décennies, la ville fut désormais connue sous le nom d’al-Fusṭāṭ (« la tente ») ou de Fusṭāṭ-Miṣr, voire tout simplement de Miṣr. Ce dernier terme eut dès lors un double sens. Il désignait soit l’Égypte entière, dont l’appellation biblique était Misraïm, soit sa capitale. À la pointe sud du Delta, Fusṭāṭ était protégée des attaques byzantines visant la côte méditerranéenne et se trouvait à proximité des grands espaces céréaliers de Moyenne-Égypte et du Fayoum. L’ancien canal de Trajan, qui avait relié le Nil à la mer Rouge, fut bientôt curé et restauré à la navigation afin d’exporter du blé vers Médine. **(127)** On l’appela désormais le « canal du Commandeur des croyants » (*ḫalīǧ amīr al-mu’minīn*) et il demeura navigable jusque dans la première moitié du iie/viiie siècle, après quoi il s’ensabla par manque d’entretien [[17]](#footnote-17). L’Égypte s’affirma bientôt comme la plus riche province de l’empire après l’Irak, et, en conséquence, comme une province stratégique sur le plan économique.

L’armée de ʿAmr était constituée de divers groupes majoritairement originaires du sud de la péninsule Arabique (notamment Kinda et son clan de Tuǧīb, Ḫawlān, Murād et Maʿāfir), dont les tribus furent plus tard classées comme « yéménites ». On y trouvait, aussi, des soldats byzantins et sassanides qui avaient fait défection en Irak et en Syrie – ces non-Arabes furent appelés *ḥamrā’* (les Rouges) –, des juifs et des Éthiopiens (ou des Nubiens), qui disposèrent tous de leurs propres quartiers [[18]](#footnote-18). Comme dans les autres cités-garnisons d’Orient, ʿAmr divisa Fusṭāṭ en lotissements tribaux (*ḫiṭṭa*, pl. *ḫiṭaṭ*) pour y installer ses troupes. Le quartier central, autour de la mosquée qu’il fit édifier, fut réservé à des aristocrates de tribus diverses – souvent nord-arabiques – réunis sous l’appellation de « Gens de l’étendard » (*ahl al-rāya*) [[19]](#footnote-19). D’autres groupes arrivèrent plus tard et s’installèrent en périphérie de la capitale, comme Ḥaḍramawt [[20]](#footnote-20). De 15 000 soldats au début des années 640, la ville en comptait 40 000 trente ans plus tard, sous le règne de Muʿāwiya [[21]](#footnote-21).

Fusṭāṭ demeura la capitale de l’Égypte pendant toute l’époque omeyyade. Il n’est que pendant le règne de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān (r. 65-86/685-705) que le gouverneur s’établit, pendant une quinzaine d’années, à Ḥulwān – à environ 20 kilomètres au sud. Selon les sources, il tentait d’échapper à une épidémie de peste qui se serait déclarée à Fusṭāṭ en 70/689-690, ou de soigner une maladie grâce aux sources d’eau chaude qui y sourdaient. Mais ʿAbd al-ʿAzīz était aussi héritier présomptif de son frère, le calife ʿAbd al-Malik, et entendit peut-être manifester son statut d’héritier au trône capable en fondant une nouvelle capitale. Bien qu’il ait fait ériger un complexe palatial au milieu des jardins de Ḥulwān, et y ait attiré le patriarche d’Alexandrie, on ne sait dans quelle mesure l’ensemble de l’administration l’y suivit [[22]](#footnote-22). Les gouverneurs suivants regagnèrent Fusṭāṭ.

## 1.2. Les institutions gouvernementales

### Institutions centrales

Au lendemain de la conquête, l’Égypte semble avoir été divisée en deux gouvernorats : ʿAmr b. al-ʿĀṣ régnait sur le nord tandis que la Moyenne et **(128)** la Haute-Égypte (Ṣaʿīd) était aux mains de ʿAbd Allāh b. Saʿd, officiellement nommé par le calife ʿUmar [[23]](#footnote-23). Cependant, dès le début du règne de ʿUthmān (r. 23-35/644-656), l’Égypte fut unifiée sous l’autorité d’un gouverneur unique, appelé *amīr* (notamment dans les sources papyrologiques) ou *wālī* (dans les sources littéraires). Les documents grecs du viie siècle le désignent pour leur part à travers le néologisme *symboulos* – le calife lui-même étant *prōtosymboulos* [[24]](#footnote-24). Le gouverneur était investi par le calife comme responsable « de la prière et des impôts » (*ʿalā l-ṣalāt wa-l-ḫarāǧ*). La responsabilité de la prière allait de pair avec la direction de l’armée, et le gouverneur représentait à la fois la plus haute autorité religieuse de la province et le commandant en chef des troupes. Hormis quelques mandats exceptionnellement longs, comme celui de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān, qui fut pratiquement un vice-roi d’Égypte pendant tout le règne de son frère ʿAbd al-Malik (r. 65-86/685-705) [[25]](#footnote-25), les gouverneurs ne restaient en poste en Égypte que quelques années (parfois quelques mois) avant d’être remplacés. Ce fréquent turn-over les empêchait d’acquérir trop de pouvoir en développant des réseaux locaux. Les gouverneurs envoyaient régulièrement auprès du pouvoir central des délégations (*wufūd*) composées d’élites fusṭāṭiennes afin de maintenir un contact direct avec le calife et de représenter la province à sa cour, notamment pour porter le serment d’allégeance (*bayʿa*) des Égyptiens à un nouveau souverain. Nombre de gouverneurs prirent eux-mêmes la tête de telles délégations [[26]](#footnote-26).

Pendant toute la période omeyyade, Fusṭāṭ ne semble pas avoir connu de palais gouvernemental fixe. Lorsque le gouverneur était nommé parmi les élites locales, il demeurait généralement dans sa propre résidence, dans le quartier des Gens de l’étendard. Certains palais furent bien édifiés, dès les années 650, sur les deniers publics, comme le Palais du Poivre (*dār al-filfil*) qui accueillit notamment le calife Marwān Ier (r. 64-65/684-685) lorsque ce dernier reprit l’Égypte pendant la seconde *fitna* (voir *infra*). Un Palais du Sable (*dār al-raml*), édifié par Muʿāwiya (r. 41-60/661-680), fut élu comme résidence par deux gouverneurs de la fin de la période sufyānide. ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān fit également ériger un Palais doré (*al-dār al-muḏahhaba*) dans lequel il résida trois ans avant de transférer sa résidence à Ḥulwān [[27]](#footnote-27).

Après le gouverneur, l’homme le plus puissant de Fusṭāṭ sous les Omeyyades était le chef de la police (*ṣāḥib al-šurṭa*), dont al-Kindī donne systématiquement le nom [[28]](#footnote-28). Bras droit du gouverneur, nommé par ce dernier parmi les plus hauts aristocrates de Fusṭāṭ, il le remplaçait le plus souvent lorsqu’il partait en voyage ou en expédition. **(129)** Parfaitement insérés dans les réseaux locaux et familiers du terrain égyptien, les chefs de la police furent souvent reconduits d’un gouverneur à l’autre, ce qui garantissait la continuité de la gouvernance [[29]](#footnote-29). Il est possible qu’à partir de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān, le gouverneur ait disposé d’une police personnelle, équivalent d’une garde palatiale [[30]](#footnote-30).

Au Ier siècle de l’hégire, la fonction de chef de la police fut souvent associée à celle de cadi. Le gouverneur détenait en effet un pouvoir judiciaire, qu’il déléguait à un juge (ar. *qāḍī*). Quelques califes marwānides sont supposés avoir nommé directement un cadi de Fusṭāṭ, mais ce n’est qu’à partir de la période abbasside que la centralisation judiciaire plaça le cadi sous l’autorité directe du calife (voir *infra*). Si le lieu d’audience des premiers cadis est incertain, la mosquée de ʿAmr s’imposa comme le principal siège du tribunal au plus tard à partir des années 120/738. À cette époque, le juge Ḫayr b. Nuʿaym recevait néanmoins les plaideurs non musulmans à l’extérieur, sur le parvis de la mosquée, et il fallut attendre 177/793 pour que le cadi ḥanafite Muḥammad b. Masrūq al-Kindī les admette à l’intérieur. Au début du 8e siècle, les procédures judiciaires n’avaient pas encore atteint leurs caractéristiques canoniques. Le plaideur qui amenait le plus grand nombre de témoins avait des chances de l’emporter contre son adversaire ; en cas d’égalité du nombre de témoins, le cadi tirait le vainqueur au sort. Les juges acceptaient souvent les témoignages isolés, surtout s’ils étaient corroborés par le serment de celui qui les produisait. Comme dans le reste de l’empire, le double témoignage, appelé *bayyina*, s’imposa peu à peu comme preuve suprême. Les cadis n’avaient cependant pas les moyens d’enquêter sur la fiabilité des témoins et, s’ils contestaient la véracité d’un témoignage produit à leur encontre, les justiciables devaient eux-mêmes prouver la malhonnêteté du témoin[[31]](#footnote-31).

Le gouverneur d’Égypte exerçait une justice retenue à l’échelle de la province. Une série de lettres judiciaires écrites par Qurra b. Šarīk (r. 90-96/709-714) au pagarque d’Aphroditô montre qu’il était régulièrement sollicité par des justiciables chrétiens de Haute-Égypte, sans doute par le biais de pétitions, pour des affaires de dette d’un montant élevé ou d’usurpation de biens. Sans doute les Coptes perpétuaient-ils ainsi leur habitude, à l’époque byzantine, de solliciter des rescrits de l’empereur [[32]](#footnote-32). La justice du gouverneur était d’autant plus importante que l’institution du cadi n’existait que dans les grandes villes largement peuplées de musulmans. Elle est attestée dès la fin du viie siècle à Alexandrie [[33]](#footnote-33) mais pas encore dans le reste du territoire. **(130)** Il fallut attendre le iiie/ixe siècle pour que, peu à peu, des tribunaux islamiques apparaissent dans les villes de Haute-Égypte les plus islamisées [[34]](#footnote-34). Malgré cela, les gouverneurs d’époque abbasside continuèrent de jouer un rôle judiciaire, recevant les pétitions de justiciable et y répondant [[35]](#footnote-35).

L’administration financière de l’Égypte relevait, au ier/ viie siècle, du gouverneur lui-même, qui déléguait son pouvoir à un chef du *dīwān*, tel le chrétien Athanasios bar Gumoye, originaire d’Édesse, qui œuvra pendant tout le règne de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān [[36]](#footnote-36). À partir de la première moitié du iie/viiie siècle, le gouvernement de la province se vit cependant ponctuellement dédoublé, le calife désignant alors un « surintendant des finances » (*ṣāḥib al-ḫarāǧ*) – le premier, Usāma b. Zayd, fut nommé à ce poste en 96/714 [[37]](#footnote-37). Les premiers gouverneurs abbassides cumulèrent à nouveau pouvoirs militaires et financiers, avant que le calife al-Manṣūr (r. 136-158/754-775) ne re-dissocie durablement les deux fonctions [[38]](#footnote-38).

Les services administratifs s’articulaient autour de deux principaux *dīwān*-s ou « bureaux » : celui des finances, gérant les rentrées fiscales, et celui du *ǧund*, chargé de répartir les soldes et les subsides (voir *infra*). Le premier fut tenu en grec au moins jusqu’au règne du calife ʿAbd al-Malik, puis fut peu à peu arabisé à partir du gouverneur ʿAbd Allāh b. ʿAbd al-Malik (r. 86-90/705-709) [[39]](#footnote-39). Le cas des registres militaires est moins certain, et il est possible qu’ils aient été tenus en arabe dès le viie siècle [[40]](#footnote-40). Les listes de combattants originellement constituées par ʿAmr furent révisées à trois reprises au cours de la période omeyyade, sous les mandats de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān, de Qurra b. Šarīk (r. 90-96/709-714) et de Bišr b. Ṣafwān (r. 101-102/720-721), ce qui se traduisit notamment par l’introduction de nouveaux registres tribaux [[41]](#footnote-41). Des registres de débiteurs furent également tenus en arabe dès l’époque sufyānide, sans que l’on sache précisément à quelle administration ils se rattachaient [[42]](#footnote-42). Le personnel administratif des *dīwān*-s centraux demeura largement chrétien jusqu’au début du 8e siècle au moins [[43]](#footnote-43).

### L’administration du territoire

L’autorité du gouverneur de Fusṭāṭ s’étendait au sud jusqu’à Assouan, juste au sud de laquelle la frontière avec la Nubie se stabilisa vers 31/652 [[44]](#footnote-44). Alexandrie ne fut pas divisée **(131)** en lotissements tribaux (*ḫiṭaṭ*) comme Fusṭāṭ. Les soldats à s’approprièrent les demeures abandonnées par les Byzantins, ce qui aboutit au brassage tribal de la ville, plusieurs clans cohabitant parfois dans un même palais [[45]](#footnote-45). Le premier pouvoir musulman laissa l’administration civile de la ville aux mains d’un *augustalis*, recruté parmi les notables byzantins demeurés sur place. Le pouvoir militaire revint en revanche à un *amīr* arabo-musulman nommé par le gouverneur de Fusṭāṭ à la tête de la garnison alexandrine. Sous les Omeyyades, le gouverneur de Fusṭāṭ séjournait régulièrement à Alexandrie, où un palais édifié par ʿUtba b. Abī Sufyān (r. 43-44/664-665) lui était destiné ; ces séjours avaient lieu l’été, ce qui permettait au gouverneur de fuir les chaleurs écrasantes de la capitale [[46]](#footnote-46).

Les conquérants ne réformèrent que progressivement les structures administratives qu’ils trouvèrent en Égypte. Les *dux et augustalis* qui dirigeaient chaque éparchie (*Aegyptus*, Augustamnique, Arcadie et Thébaïde) sous les Byzantins furent maintenus, mais ne portèrent désormais plus que le titre de *dux* (ar. *duks*) ou d’*amīr*. Sous les Sufyānides, ces ducs chrétiens, recrutés parmi les grands propriétaires égyptiens, étaient officiellement nommés à leur poste par le gouverneur de Fusṭāṭ, qui leur déléguait ses pouvoirs en matière judiciaire et fiscale. Ils n’avaient plus en revanche de prérogatives militaires. À la fin du viie siècle, certains *dux* portaient un nom arabe. Le titre de *dux* semble avoir disparu peu après, au tout début du 8e siècle [[47]](#footnote-47).

Chaque éparchie était divisée en pagarchies, dirigées par des pagarques (gr. *pagarchēs* ou *epikeimenos* ; ar. *ṣāḥib* [?] ou *ʿāmil*[[48]](#footnote-48)) placés sous l’autorité du duc. Recrutés parmi les élites locales, ils disposaient de leur propre administration et avaient notamment pour mission de percevoir les impôts réclamés par Fusṭāṭ et de rendre une justice de proximité [[49]](#footnote-49). Au lendemain de la conquête, certains pagarques semblent avoir été doublés par des *amīr*-s arabes commandant de petites garnisons [[50]](#footnote-50). Les pagarchies étaient elles-mêmes divisées en sous-districts (gr. *skelos* ; ar. *ḥayyiz*) dont les responsables répercutaient les demandes d’impôt du pagarque sur les villages, les grands domaines et les monastères [[51]](#footnote-51). Chaque village avait son chef (gr. *meizōn*, *prōtokōmētēs* ; copte *ape* ou *lashane* ; ar. *māzūt*) responsable la répartition de l’assiette fiscale entre les contribuables, sur la base de leurs capacités individuelles [[52]](#footnote-52).

À l’époque sufyānide, les pagarques étaient responsables devant le duc de leur éparchie. L’institution du duc semble néanmoins avoir disparu dans la première moitié du **(132)** iie/viiie siècle, et, à partir du règne de Qurra b. Šarīk, les pagarques apparaissent désormais sous l’autorité directe du gouverneur de Fusṭāṭ. Au cours des décennies suivantes, des pagarques musulmans remplacèrent peu à peu les chrétiens. Envoyés depuis Fusṭāṭ, ils n’avaient plus d’ancrage socio-économique local et ces fonctionnaires permirent à la capitale égyptienne d’accroître son contrôle sur le territoire égyptien [[53]](#footnote-53).

La surveillance des frontières obligea les arabo-musulmans à concentrer une partie de leurs troupes sur la côte septentrionale et en bordure de la Nubie [[54]](#footnote-54). Alexandrie constituait un *ribāṭ* – une garnison de frontière – où, dans un premier temps, des troupes étaient relevées tous les six mois [[55]](#footnote-55). Le calife ʿUmar y envoyait chaque année des renforts depuis Médine, une pratique qui disparut par la suite [[56]](#footnote-56). C’est également à Alexandrie que fut installée la première flotte musulmane, construite grâce au savoir-faire technique et maritime des Coptes, et dirigée par un amiral (*wālī al-baḥr*). De là partirent les premières expéditions navales dès 23/643. Les attaques byzantines récurrentes sur Alexandrie obligèrent néanmoins à déplacer la flotte à Fusṭāṭ en 54/673-674 [[57]](#footnote-57). C’est ainsi que l’île de Rawḍa accueillit le premier arsenal (*dār al-ṣināʿa*) égyptien, à l’époque où le gouverneur Maslama b. Muḫallad (r. 47-62/667-682) entreprenait une ambitieuse politique maritime [[58]](#footnote-58). À l’est du Delta, Damiette constituait également une base navale importante à l’époque omeyyade, bien que moins documentée [[59]](#footnote-59).

Au sud de l’Égypte, ʿAbd Allāh b. Saʿd échoua en 31/652 à conquérir la Nubie, et dut conclure un accord de paix, appelé *baqṭ* (du latin *pactum*) dans les sources arabes, avec le roi de Makouria. L’accord de non-agression stipulait la libre circulation des marchands ainsi que l’échange annuel de denrées égyptiennes contre des esclaves nubiens [[60]](#footnote-60). Le danger représenté par le puissant royaume de Makouria nécessita néanmoins la mise en place d’une administration spécifique à Assouan, doublée d’une forte garnison chargée de surveiller la zone frontière (au niveau de la première cataracte) ainsi que les mouvements des tribus de Bedjas (Blemmyes) qui nomadisaient au sud-est de l’Égypte et attaquaient épisodiquement les musulmans. Il fallut attendre le mandat du surintendant des finances ʿUbayd Allāh b. al-Ḥabḥāb (105-116/724-734) pour qu’un traité soit passé avec ces derniers [[61]](#footnote-61).

## 1.3. D’une fitna à l’autre

L’Égypte fut au cœur de la tourmente qui secoua le jeune empire islamique à la fin du règne de ʿUṯmān (r. 23-35/644-656). **(133)** La politique d’expansion vers le Maghreb mise en œuvre par son gouverneur, ʿAbd Allāh b. Saʿd, provoquait l’afflux de nouvelles troupes à Fusṭāṭ, tandis qu’une partie du blé prélevé par le fisc était envoyé à Médine. Or, parmi leurs griefs à l’encontre de ʿUṯmān, les élites conquérantes renâclaient à partager les riches revenus de la province avec les nouveaux venus et avec le pouvoir impérial. Un opposant au calife, Muḥammad b. Abī Ḥuḏayfa, s’empara du pouvoir à Fusṭāṭ en 35/656 et envoya une troupe de 600 hommes contre Médine. Ayant obtenu du calife la révocation de ʿAbd Allāh b. Saʿd, ceux-ci quittèrent Médine mais auraient intercepté un message dans lequel le calife appelait le gouverneur égyptien à les châtier. Furieux, ils retournèrent à Médine, assiégèrent avec d’autres mécontents le palais de ʿUṯmān et le tuèrent. La politique d’Ibn Abī Ḥuḏayfa ne faisait cependant pas l’unanimité à Fusṭāṭ, et une armée de ʿuṯmāniens s’organisa autour de Muʿāwiya b. Ḥudayǧ, qui partit en Moyenne-Égypte et défit les troupes envoyées par l’usurpateur. Muʿāwiya, qui gouvernait alors la Syrie et appelait à venger ʿUṯmān, marcha lui-même sur Fusṭāṭ en 36/657 et obtint la reddition d’Ibn Abī Ḥuḏayfa, qui accepta de l’accompagner en Palestine où il fut bientôt tué [[62]](#footnote-62).

Au début du règne de ʿAlī (r. 35-40/656-661), l’Égypte était ainsi divisée entre ceux qui, à Fusṭāṭ, lui étaient favorables, et le parti ʿuṯmānien dont l’armée s’installa à Ḫaribtā, dans le Delta occidental. Cette armée rejoignit les forces de Muʿāwiya qui, en 38/658, envoya ʿAmr b. al-ʿĀṣ reconquérir l’Égypte pour son compte. À son entrée dans Fusṭāṭ, il fit rechercher et assassiner le gouverneur Muḥammad b. Abī Bakr, fils du premier calife et partisan de ʿAlī [[63]](#footnote-63).

Avant même la mort de ʿAlī en 40/661, l’Égypte intégra donc le domaine omeyyade et fut confiée à des fidèles de Muʿāwiya, notamment ʿAmr, puis le frère du calife, ʿUtba b. Abī Sufyān, et Maslama b. Muḫallad. La fidélité des Égyptiens aux Omeyyades fut cependant ébranlée par la deuxième guerre civile (*fitna*). Les Égyptiens supportèrent mal l’envoi par le calife Yazīd Ier (r. 60-64/680-683) d’un gouverneur étranger aux élites locales. À la mort du calife, les kharijites de la province prirent contact avec ʿAbd Allāh b. al-Zubayr, qui s’était proclamé calife à La Mecque. Ce dernier en profita pour mettre la main sur l’Égypte et y envoyer un fidèle, Ibn Jaḥdam, qui renversa le gouverneur pro-Omeyyades et prit sa place en 64/684. **(134)** Le gouvernement zubayride était cependant loin de faire l’unanimité en Égypte. Neuf mois plus tard, en 65/684, l’Omeyyade Marwān Ier (r. 64-65/684-685) reconquit la province au terme d’un siège épique de Fusṭāṭ. Il l’épura des dissidents et la confia en apanage à son fils ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān (r. 65-86/685-705), qui affermit pour longtemps la fidélité de l’Égypte aux Omeyyades tout en jouissant lui-même d’une relative autonomie [[64]](#footnote-64). Ceci n’empêcha pas, quelques années plus tard, des kharijites de fomenter l’assassinat du gouverneur Qurra b. Šarīk, mais le complot fut éventé et les conjurés exécutés [[65]](#footnote-65).

En dépit de la présence de chiites et de kharijites qui élevaient occasionnellement la voix, l’Égypte avait la réputation d’être majoritairement ʿuṯmānienne, c’est-à-dire loyale aux Omeyyades [[66]](#footnote-66). La troisième guerre civile, qui éclata dans les années 740, divisa néanmoins à nouveau la province. De nombreux Égyptiens s’opposèrent à la montée sur le trône califal de Marwān II en 127/744 et appelèrent à le déposer. En 127/745, les officiers de troupes recrutées quelques années plus tôt par le gouverneur Ḥafṣ b. al-Walīd expulsèrent le surintendant des finances, contraignirent le gouverneur nommé par Marwān II à la démission, et ramenèrent de force Ḥafṣ b. al-Walīd au pouvoir. Marwān II tenta vainement de reprendre l’Égypte en envoyant contre Fusṭāṭ l’un de ses anciens gouverneurs, Ḥanẓala b. Ṣafwān. Ḥafṣ b. al-Walīd, qui ne comptait pas lui-même parmi les farouches opposants de Marwān II, tenta de garder sa neutralité, mais se vit bientôt déposé par le calife et remplacé par al-Ḥawthara b. Suhayl. Ce dernier purgea l’Égypte des opposants à Marwān II et exécuta même Ḥafṣ b. al-Walīd. Un descendant de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān, ʿAmr b. Suhayl, tenta bien encore de se révolter contre le calife, mais son mouvement fut étouffé [[67]](#footnote-67).

# 2. L’Égypte au premier âge abbasside

## 2.1. La révolution abbasside et ses conséquences

En secret, les Égyptiens nourrissaient pourtant une aversion croissante vis-à-vis de Marwān II, contre lequel un mouvement révolutionnaire proto-chiite téléguidé par les Abbassides éclata au Khurasan en 129/747. La tragédie omeyyade acheva de se nouer en Égypte, où Marwān II se réfugia en 132/750, fuyant les troupes révolutionnaires lancées à sa poursuite. Or, il trouva le pays gagné à la cause abbasside. Son passage à Fusṭāṭ laissa une grande partie de la ville en cendres. Espérant gagner le Maghreb, il traversa le Nil **(135)** et fit brûler les ponts qui enjambaient le fleuve pour retarder ses poursuivants. Ses tentatives de s’implanter à Alexandrie et de regagner la Haute-Égypte furent vaines : les troupes abbassides menées par Ṣāliḥ b. ʿAlī le rattrapèrent à Būṣīr, en Moyenne-Égypte, et le tuèrent avec plusieurs autres éminents Omeyyades [[68]](#footnote-68).

Ṣāliḥ b. ʿAlī épura sans pitié l’Égypte des plus fervents partisans des Omeyyades, fit exécuter nombre de descendants de l’ancien et prestigieux gouverneur ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān, mais sut aussi rapprocher de la cour abbasside une partie des élites égyptiennes [[69]](#footnote-69). À l’exception de la décennie 152-161/769-778, au cours de laquelle plusieurs aristocrates égyptiens accédèrent au poste de gouverneur, le demi-siècle qui suivit la révolution vit se succéder à la tête de l’Égypte soit des membres de la famille abbasside, soit de hauts dignitaires khurasaniens. Après une série de longs mandats sous les deux premiers califes abbassides, le turn-over s’accéléra, la plupart des gouverneurs ne parvenant pas à se maintenir plus d’un an [[70]](#footnote-70). Beaucoup prirent l’habitude de déléguer leurs fonctions à un aristocrate local en attendant leur arrivée, et certains ne mirent même pas les pieds en Égypte [[71]](#footnote-71).

La main de fer avec laquelle les premiers gouverneurs abbassides gouvernèrent l’Égypte, mais aussi le relai qu’ils trouvaient dans le chef de la police qu’ils continuaient de recruter parmi les élites locales [[72]](#footnote-72), leur permit de résister à plusieurs tentatives de révoltes. Alors qu’à Médine et Baṣra, la rébellion du chiite ḥasanide al-Nafs al-Zakiyya représenta une réelle menace pour le calife al-Manṣūr, le même mouvement fit long feu à Fusṭāṭ. Un groupe de conjurés, autour du Ḥasanide ʿAlī b. Muḥammad, tenta de s’emparer du Trésor et de la grande mosquée en 144/762, mais les élites ne le suivirent point et la révolte fut tuée dans l’œuf [[73]](#footnote-73).

Les Omeyyades d’Égypte n’avaient cependant pas dit leur dernier mot. Plusieurs d’entre eux, dont Diḥya b. Muṣʿab, un arrière-petit-fils de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān, soutinrent activement le mouvement ḥasanide de 144/762. En 167/784, le même Diḥya b. Muṣʿab se proclama calife et parvint à s’imposer en Haute-Égypte sur les deux rives du Nil. Ses troupes résistèrent un temps à l’assaut massif que le gouverneur al-Faḍl b. Ṣāliḥ lança contre lui, mais en 169/785, il dut se réfugier dans les oasis du désert occidental, où il s’allia avec des Berbères kharijites, se faisant passer pour l’un d’entre eux. Les kharijites finirent cependant par le lâcher. Fait prisonnier et envoyé à Fusṭāṭ, il fut décapité et sa tête fut envoyée au calife [[74]](#footnote-74). La révolte de Diḥya illustre l’attraction **(136)** qu’un descendant de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān, dont le règne avait particulièrement marqué l’Égypte, pouvait exercer sur des Égyptiens mécontents de la politique oppressive – notamment sur le plan fiscal – des gouverneurs abbassides.

## 2.2. Changements institutionnels

L’incendie de Fusṭāṭ, et notamment du Palais doré [[75]](#footnote-75), par Marwān II, fut peut-être la cause d’un changement de capitale. À la suite d’Abū ʿAwn ʿAbd al-Malik b. Yazīd (r. 133-136/751-753), les gouverneurs abbassides s’installèrent dans le faubourg nord-est de la ville, sur le site d’al-Ḥamrā’ al-Quswā. Al-ʿAskar (« le camp militaire » ou « l’armée ») était avant tout conçue comme la ville du gouvernement, abritant les bâtiments administratifs – notamment un palais du gouvernement (*dār al-imāra*) – et l’entourage militaire du gouverneur. Cette délocalisation provoqua une scission de la police en deux entités, l’une (*al-šurṭa al-suflā*) continuant d’assurer l’ordre à Fusṭāṭ, et l’autre (*al-šurṭat al-ʿulyā)* protégeant le gouverneur à al-ʿAskar [[76]](#footnote-76). Le calife al-Manṣūr semble avoir tenté de ramener la capitale à Fusṭāṭ. En 146/763-764, il ordonna au gouverneur Yāzid b. Ḥātim d’y retourner et de transférer les bureaux administratifs dans le fort de Qaṣr al-Shamʿ [[77]](#footnote-77). Si son instruction fut appliquée, les gouverneurs suivants ne tardèrent vraisemblablement pas à retourner à al-ʿAskar, où une grande mosquée fut érigée en 169/785-786. Al-ʿAskar demeura la capitale administrative jusqu’aux Ṭūlūnides [[78]](#footnote-78).

L’arrivée au pouvoir des Abbassides renforça également l’institution du cadi. À partir de 155/771-772, al-Manṣūr entreprit en effet de placer le principal juge de province sous son autorité directe, le transformant du même coup en représentant direct du calife, au même titre que le gouverneur dont il dépendait jusque-là. Les cadis de Fusṭāṭ, s’appuyant sur un corpus juridique qui entrait alors dans sa phase littéraire, siégeaient désormais en grande pompe dans la salle de prière ou la cour de la grande mosquée [[79]](#footnote-79). Ils eurent les moyens de développer une administration judiciaire bureaucratique dont les première traces documentaires datent de cette époque [[80]](#footnote-80). Les années 780 virent, avec le cadi al-Mufaḍḍal b. Faḍāla, l’accroissement du recours à l’écrit au tribunal et l’introduction de nouvelles méthodes d’archivage probablement venues d’Irak [[81]](#footnote-81). Alors que les cadis marwānides ne semblaient avoir qu’un seul secrétaire, ceux de l’époque abbassides disposaient d’un greffe hiérarchisé et d’un personnel administratif plus nombreux, notamment chargé de gérer les biens de mainmorte (*ḥubs*, pl. *aḥbās*) **(137)** dont les cadis étaient responsables depuis la fin de l’époque omeyyade, ainsi que ceux des orphelins qui furent placés sous leur tutelle sous les premiers Abbassides [[82]](#footnote-82). Ces développements bureaucratiques permirent aux cadis de mieux contrôler la fiabilité des témoignages. Ġawṯ b. Sulaymān (cadi à deux reprises entre 135/753 et 168/785) introduisit à Fusṭāṭ des enquêtes secrètes sur la moralité des témoins. Vers 174/790, al-Mufaḍḍal b. Faḍāla institua un enquêteur (*ṣāḥib al-masā’il*) pour superviser ces investigations, ainsi qu’un groupe de dix témoins chargés d’assister à ses audiences et d’attester ses jugements. Ces mesures aboutirent, vers 177/793, à la constitution d’un corps de témoins-notaires attachés au tribunal, auxquels les habitants de Fusṭāṭ étaient invités à recourir dans le cadre de leurs transactions. La parole de témoins extérieurs à cette élite, jugée moins fiable, risquait désormais d’être plus aisément rejetée par le juge [[83]](#footnote-83).

Cette réforme du témoignage, qui se répandit plus tard dans l’empire islamique, permit au cadi de se reposer sur des témoins accrédités par ses prédécesseurs. En effet, à partir de 164/780, les cadis n’étaient plus exclusivement recrutés parmi les élites locales comme cela avait été le cas jusque-là. Certains, comme Ismāʿīl b. Alīsaʿ, furent envoyés d’Irak par des califes désireux d’introduire à Fusṭāṭ l’école juridique ḥanafite naissante, au grand dam des élites fusṭāṭiennes qui craignaient une remise en cause de leur prééminence sociale comme des normes juridiques locales [[84]](#footnote-84). Lors de la *miḥna* du Coran créé décrétée par al-Ma’mūn (r. 198-218/813-833), les cadis de Fusṭāṭ furent chargés d’examiner la position théologique des témoins et de récuser ceux qui n’adhéraient pas au dogme officiel. Grâce à l’accroissement de leur personnel au cours des décennies antérieures – ils disposaient dorénavant d’un héraut et d’une police de l’audience –, d’aucuns purent user et abuser de leur position de grand inquisiteur. Ils jouirent ainsi, dans les années 830, d’un pouvoir coercitif qu’aucun de leurs prédécesseurs n’avait jamais atteint [[85]](#footnote-85).

# 3. Économie et société

## 3.1. Les élites militaires : de l’armée régulière à la dissolution du ǧund

L’Égypte des deux premiers siècles de l’Islam était dominée par les groupes yéménites hétéroclites qui s’y étaient installés au lendemain de la conquête. **(138)** Certains étaient issus des anciennes communes (*šaʿb*-s) du royaume ḥimyarite, qui s’identifiaient plus par leur localité que par leur lignage [[86]](#footnote-86). D’autres, comme les Kinda, originaire des marges du Yémen, constituaient des tribus lignagères. Comme dans les autres cités-garnisons de l’empire, ces groupes disparates en vinrent rapidement à considérer qu’ils appartenaient à un même peuple, celui des Arabes, tout en se distinguant d’autres groupes arabes en valorisant la mémoire de leur origine sudarabique [[87]](#footnote-87). Le pouvoir marwānide tenta bien, à plusieurs reprises, de promouvoir des nord-arabiques (Qaysites) pour contrebalancer leur prééminence, mais sans vraiment y parvenir. L’élite de ces yéménites (qualifiée dans les sources de *wujūh*, litt. « les visages ») distinguait, à son sommet, des chefs de tribus portant le titre de *šarīf* (pl. *ašrāf*).

Les conquérants s’installèrent principalement à Fusṭāṭ, et, dans une moindre mesure, à Alexandrie et Assouan où des garnisons gardaient les frontières maritime et nubienne. Les tribus établies à Fusṭāṭ bénéficiaient également de pâtures de printemps pour engraisser leurs chevaux en prévision des expéditions d’été [[88]](#footnote-88). Les hommes enrôlés dans l’armée (*ǧund*) percevaient une solde en numéraire (ar.*ʿaṭā’*; gr. *roga*) tirée des revenus fiscaux de la province, ainsi que des subsides en nature (ar. *rizq*; gr. *rouzikon*) [[89]](#footnote-89). Le montant de la solde dépendait de la date d’entrée dans l’Islam. L’Égypte ayant été essentiellement conquise par des troupes yéménites, peu nombreux furent les Compagnons de la première heure à s’y installer. De ce fait, après les Muhāǧirūn et les Anṣār, le mérite religieux le plus élevé au sein de la première génération de conquérants revenait à ceux qui avaient prêté allégeance au Prophète « sous l’arbre » (*taḥt al-šaǧara*), c’est-à-dire à Ḥudaybiyya en 6/628 [[90]](#footnote-90). Ce mérite donnait droit à une solde (*ʿaṭā’*) de 200 dinars par an, tandis que celle des soldats ralliés plus tard était inférieure [[91]](#footnote-91). À l’époque omeyyade, cette solde héréditaire suffisait pour vivre. Les membres du *ǧund* ne devaient en échange qu’un service militaire ponctuel, lors d’expéditions de conquête, d’opérations de défense du territoire ou de répression des insurrections intérieures. Les subsides en nature, notamment des céréales, étaient vraisemblablement distribuées après les récoltes. Elles étaient stockées dans les greniers de Babylone, puis, à partir de 92/710, dans un nouveau grenier construit à Fusṭāṭ même [[92]](#footnote-92).

Le *dīwān* du *ǧund*, l’administration chargée de tenir à jour les registres des combattants (*muqātila*) et de leurs soldes, recourait à un double système de classement des soldats. Le premier, celui du *qawm*, regroupait **(139)** les individus installés sur un même lotissement (*ḫiṭṭa*) ; le *qawm* recoupait donc l’affiliation tribale et constituait une unité de combat. Le second, celui de la *ʿašīra*, réunissait les soldats d’une même *daʿwa*, ou invitation à recevoir leurs soldes ; il s’agissait donc d’une unité financière, liée au paiement des troupes, qui ne recoupait que partiellement le système tribal. Une *ʿašīra* pouvait ainsi réunir les membres de *qawm*-s différents [[93]](#footnote-93). De même, un membre d’une tribu pouvait être inscrit, pour des raisons administratives, dans les registres d’une autre tribu, et l’inscription de sa descendance put changer au gré des remaniements du *dīwān* (voir *supra*). Comme le montre Sobhi Bouderbala, ceci suscita plus tard des ambiguïtés dans l’identification tribale de certains lignages, les auteurs de nos sources hésitant entre leur appartenance tribale historique et leur classement financier dans les registres militaires [[94]](#footnote-94).

La gestion de chaque *ʿašīra* était supervisée par un *ʿarīf*, fonctionnaire nommé par le pouvoir afin de tenir à jour les listes de combattants et de leur verser leurs soldes. Chaque *ʿarīf* était généralement en charge d’une *ʿašīra* de sa propre tribu, mais certains gérèrent occasionnellement une tribu voisine. Les clients (*mawālī*) d’une tribu disposaient de leur propre *ʿarīf*. Au début de l’époque omeyyade, le *ʿarīf* apparaissait comme le principal gestionnaire des affaires tribales, et administrait par exemple les biens des orphelins. Son rôle décrut par la suite, au fur et à mesure qu’augmentait celui du cadi, qui au début de la période abbasside reprit à son compte la gestion des biens des incapables (voir *supra*) [[95]](#footnote-95).

Il fallut attendre la fin du viie siècle et, surtout, la première moitié du iie/viiie siècle, pour que certains groupes arabes commencent à investir les campagnes [[96]](#footnote-96). Sous le gouverneur al-Walīd b. Rifāʿa (r. 109-117/727-735), le surintendant des finances, ʿUbayd Allāh b. al-Ḥabḥāb, demanda au calife Hišām (r. 105-125/714-743) de transférer en Égypte plusieurs centaines de familles de Qaysites, sans doute pour contrebalancer la prééminence des tribus yéménites de Fusṭāṭ [[97]](#footnote-97). Celles-ci furent établies en 109/727-728 dans le Delta oriental, dans la région de Bilbays, où elles s’adonnèrent à l’agriculture et à l’élevage de chevaux [[98]](#footnote-98). Les Qaysites qui émigrèrent ainsi en Égypte furent enregistrés dans le *dīwān* du *ǧund* [[99]](#footnote-99). Les Arabes des campagnes commencèrent vraisemblablement à payer des impôts dans la première moitié du iie/viiie siècle, lorsque le pouvoir introduisit en Égypte le paiement de la *zakāt* ou du *ʿushr* (aussi appelés *ṣadaqa* à cette époque) afin de compenser le manque à gagner fiscal dû aux conversions. **(140)** Les impôts réclamés aux musulmans augmentèrent sous les Abbassides, notamment lorsqu’en 167/784, le gouverneur Mūsā b. Muṣʿab doubla les impôts fonciers et instaura de nouvelles taxes sur les commerces et les bêtes de somme. Cette augmentation de la fiscalité fut très mal accueillie par les soldats de Fusṭāṭ, et conduisit à une implication croissante des Arabes dans les révoltes qui secouèrent l’Égypte à la fin du iie/viiie siècle (voir *infra*) [[100]](#footnote-100).

Alors que, dans d’autres provinces comme la Syrie, les Abbassides remplacèrent rapidement les armées locales par des troupes d’origine khurasanienne, l’organisation de la société militaire égyptienne résista à la révolution. Pendant encore quelques décennies, les élites (*wuǧūh*) issues des conquêtes maintinrent leur position sociale et les membres du *ǧund* continuèrent de percevoir des soldes. L’arrivée des Abbassides induisit cependant une réforme, mal connue, du *dīwān* de l’armée, suggérant que les Arabes n’en constituaient plus qu’une partie face à des troupes non arabes, dont certaines étaient originaires du Khurasan [[101]](#footnote-101). À la fin du iie/viiie siècle, plusieurs gouverneurs arrivèrent de Bagdad avec des troupes orientales, ce qui accentua la dichotomie entre une « armée égyptienne » et une « armée khurasanienne ». La rivalité entre ces deux pôles militaires aboutit à la division de l’Égypte lors de la quatrième *fitna* – la guerre civile entre al-Amīn (r. 193-198/809-813) et al-Ma’mūn (r. 198-218/813-833). Les troupes khurasaniennes menées par al-Sarī b. al-Ḥakam prirent le contrôle de Fusṭāṭ et de la Haute-Égypte en 201/817, après que la Basse-Égypte fut passée en 197/813 aux mains de ʿAbd al-ʿAzīz al-Ǧarawī et des tribus arabes du Delta [[102]](#footnote-102). L’invasion de l’Égypte par ʿAbd Allāh b. Ṭāhir, en 211/826, puis l’introduction par al-Muʿtaṣim d’une armée de 4000 Turcs en 214/829, mirent un terme définitif à l’ancien système militaire. Le *dīwān* fut dissous en 218/833 et les troupes locales remplacées par des contingents exogènes [[103]](#footnote-103). Si l’aristocratie arabe issue des conquêtes gardait son prestige, elle perdit du même coup son pouvoir militaire et les revenus financiers qui l’accompagnaient.

## 3.2. Le savoir religieux

Chaque quartier de Fusṭāṭ disposait de plusieurs mosquées [[104]](#footnote-104). À l’origine, celle de ʿAmr, à 230 mètres au nord de Qaṣr al-Šamʿ, n’était qu’une mosquée de quartier, celui des Gens de l’étendard (*ahl al-rāya*). Ses multiples reconstructions et agrandissements successifs, entre 53/672-673 et 212/827, en firent néanmoins le principal centre religieux de Fusṭāṭ [[105]](#footnote-105). **(141)** Le premier savoir à y prendre racine fut sans nul doute celui du Coran, comme en témoignent plusieurs manuscrits sur parchemin qui y furent découverts au 19e siècle et dont certains furent vraisemblablement copiés, en écriture *ḥiǧāzī*, dans le dernier quart du viie siècle [[106]](#footnote-106). La tradition littéraire suggère qu’avant même l’élaboration d’un codex officiel par ʿUṯmān, ʿAbd Allāh b. ʿAmr b. al-ʿĀṣ, fils du conquérant de l’Égypte, y introduisit son propre codex coranique, dont les caractéristiques formelles demeurent inconnues [[107]](#footnote-107). Un autre Compagnon du Prophète installé en Égypte, ʿUqba b. ʿĀmir al-Ǧuhanī (m. 58/677-678), qui fut un temps gouverneur d’Égypte, aurait disposé de son propre codex pré-ʿuṯmānien que l’historien Ibn Yūnus affirme avoir compulsé au 4e/10e siècle [[108]](#footnote-108). On ne sait exactement dans quelle mesure le codex de ʿUṯmān fut envoyé à Fusṭāṭ en même temps que dans les autres cités-garnisons du Proche-Orient : l’historien al-Yaʿqūbī est en effet le seul à l’affirmer, Fusṭāṭ étant absente des autres listes [[109]](#footnote-109). L’histoire du Coran à Fusṭāṭ se précise à la fin du viie siècle. Le gouverneur ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān fit réaliser un codex officiel, dont il fit vérifier la justesse par des experts, et qui, à partir de 76/695-696, fut porté tous les vendredis à la mosquée pour y être lu en public. Après 96/714-715, sa petite-fille Asmā’ l’acheta et le mit à disposition des fidèles, avant que le frère de cette dernière n’en fasse don à la communauté en 118/736. Le codex fut laissé dans la mosquée de ʿAmr et un lecteur salarié lui était encore affecté au début de l’époque abbasside [[110]](#footnote-110). Si le sommet du pouvoir égyptien fut responsable de la production de luxueux *codices*, le texte coranique fit aussi l’objet de copies, au moins partielles, sur des supports meilleur marché, comme en témoigne un exceptionnel manuscrit sur papyrus, ne contenant que la sourate II (al-Baqara), qui remonte au plus tard au début du iie/viiie siècle [[111]](#footnote-111).

L’historiographie égyptienne suggère par ailleurs qu’un milieu de savants religieux embryonnaire se constitua dès la seconde moitié du viie siècle. ʿAbd Allāh b. ʿAmr est supposé avoir détenu une *ṣaḥīfa*, une « feuille » (ou un cahier ?) appelée *al-Ṣādiqa* (« la Véridique »), sur laquelle il aurait consigné des paroles entendues du Prophète [[112]](#footnote-112). ʿUqba b. ʿĀmir laissa pour sa part le souvenir d’un expert en matière de culte et d’interdits [[113]](#footnote-113). Le milieu de ses disciples, notamment Marṯad b. ʿAbd Allāh al-Yazanī (m. 90/709), ʿAbd al-Raḥmān b. Ǧubayr (m. 97-98/715-717) et le cadi ʿĀbis b. Saʿīd (60-68/679-680 à 687-688), constitua peut-être le point de départ d’une tradition savante égyptienne qui atteignit son apogée avec Bakr b. Sawāda (m. 128/745-746) et surtout al-Layṯ b. Saʿd (m. 175/791) [[114]](#footnote-114). **(142)** Cette tradition savante semble avoir été caractérisée par son goût pour les prophéties apocalyptiques. Ce genre fut cultivé par l’un des plus anciens transmetteurs de récits relatifs à l’histoire égyptienne, Ḥayy b. Hāni’ al-Maʿāfirī (m. 128/745-746), et repris par ʿAbd Allāh b. Lahīʿa (m. 174/790) dont une partie de l’enseignement a survécu sur un rouleau de papyrus [[115]](#footnote-115).

Si l’on en croit Ibn Yūnus, les Égyptiens s’intéressèrent plus aux récits apocalyptiques qu’au droit jusqu’à la fin du Ier siècle de l’hégire [[116]](#footnote-116). Bien que cette affirmation à l’emporte-pièce doive sans doute être relativisée, l’Égypte semble avoir été tenue relativement à l’écart des débats juridiques entre grandes cités (Baṣra, Kūfa, Médine) qui marquèrent l’époque marwānide. La pensée juridique médinoise exerça toutefois une influence grandissante sur le milieu savant de Fusṭāṭ. Elle y aurait été introduite par le *mawlā* d’origine nubienne Yazīd b. Abī Ḥabīb (m. 128/745-746), qui étudia auprès de maîtres du Hedjaz et fut envoyé comme mufti en Égypte par le calife ʿUmar II (r. 99-101/717-720). Les grands juristes égyptiens de la génération postérieure, comme ʿAbd Allāh b. Lahīʿa et al-Layṯ b. Saʿd (m. 175/791), regardaient vers les maîtres médinois contemporains tout en se considérant héritiers d’une tradition locale distincte [[117]](#footnote-117). Jusqu’à la fin du iie/viiie siècle, les milieux savants égyptiens semblent avoir peu essaimé à l’extérieur de leur province, mais s’être de plus en plus ouverts à un savoir venu de l’est.

La seconde moitié du 8e siècle fut marquée par l’implantation croissante d’un savoir proto-mālikite en Égypte. Les milieux piétistes et militaires fusionnaient dans le *ribāṭ* d’Alexandrie, où de nombreux lettrés médinois vinrent s’installer à la fin de l’époque omeyyade et sous les premiers Abbassides afin de pratiquer le jihad [[118]](#footnote-118). Mais la diffusion du droit médinois fut surtout le fait d’une série d’Égyptiens qui allèrent étudier auprès de Mālik b. Anas (m. 179/795). ʿAbd Allāh b. Wahb (m. 197/812), Ibn al-Qāsim (m. 191/806), Ašhab b. ʿAbd al-ʿAzīz (m. 204/820), ʿAbd Allāh b. ʿAbd al-Ḥakam (m. 214/829) et Aṣbaġ b. al-Faraǧ (m. 225/840) ramenèrent le *Muwaṭṭa’* à Fusṭāṭ et y jetèrent les fondation d’une école mālikite qui, à partir de leur propre enseignement et de leurs écrits, se répandit bientôt au Maghreb [[119]](#footnote-119). Tandis que le milieu des disciples de Mālik se structurait à Fusṭāṭ, un autre disciple de Mālik, al-Šāfiʿī (m. 204/820), s’y installa à la fin de sa vie et proposa un enseignement en rupture avec celui du maître médinois, fondé sur une nouvelle méthodologie qui attira à son tour de nombreux savants égyptiens. C’est ainsi qu’à la veille de **(143)** la *miḥna*, les écoles naissantes mālikite et šāfiʿite apparaissaient d’ores et déjà bien enracinées en Égypte.

## 3.3. Les non-musulmans

Les populations autochtones d’Égypte, les Coptes, étaient très majoritairement chrétiennes depuis le milieu du 5e siècle. Bien qu’ils soient également attestés dans cette province, et présents à Alexandrie comme à Fusṭāṭ, les juifs d’Égypte sont moins connus avant le 4e/10e siècle. Au moment de la conquête, l’Église chalcédonienne dominait un paysage religieux contrasté, divisés en multiples tendances théologiques. Le départ des Byzantins permit le développement de l’Église miaphysite, dite « copte », à laquelle se rallièrent de plus en plus d’Égyptiens. Les chalcédoniens, dits « melkites », demeurèrent pour leur part surtout à Alexandrie, dans le Delta et à Fusṭāṭ [[120]](#footnote-120).

Les conquérants favorisèrent d’abord cette évolution de manière passive, en laissant les miaphysites reconstruire leurs églises détruites sous l’occupation perse, puis en leur permettant d’en édifier de nouvelles, notamment à Fusṭāṭ, dans la seconde moitié du viie siècle [[121]](#footnote-121). Le pouvoir musulman, à l’origine peu sensible aux controverses doctrinales entre chrétiens, se rapprocha plus activement des miaphysites à partir de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān, premier gouverneur à s’être intéressé de près à l’élection du patriarche d’Alexandrie et à s’être immiscé dans les querelles théologiques [[122]](#footnote-122). De manière générale, les restrictions imposées aux *dhimmī*-s et classiquement regroupées dans le « Pacte de ʿUmar » ne semblent pas avoir été appliquées en Égypte jusqu’à la fin du iie/viiie siècle. Le règne de Hārūn al-Rašīd (r. 170-193/809-813) marqua cependant un tournant vers une politique plus ambivalente. Son premier gouverneur en Égypte, ʿAlī b. Sulaymān (r. 169-171/786-787), fit raser plusieurs églises de Fusṭāṭ dans le cadre d’une politique piétiste visant à renforcer la légitimité du calife après la mort suspecte de son frère al-Hādī. Le gouverneur suivant autorisa néanmoins les chrétiens à reconstruire leurs églises [[123]](#footnote-123).

D’un point de vue culturel, l’éloignement de l’orbite byzantine favorisa le développement du copte comme langue écrite, déjà entamé au 6e siècle [[124]](#footnote-124). Tandis que l’administration islamique continuait, **(144)** encore au iie/viiie siècle, à user du grec, les populations de l’arrière-pays privilégiaient désormais le copte dans leurs écrits et leurs correspondances. Dès cette époque apparurent néanmoins les premiers signes d’une arabisation qui affaiblit la langue copte. Au 5e/11e siècle, même la liturgie de l’Église miaphysite dut être traduite en arabe pour être comprise [[125]](#footnote-125).

### Le poids de l’impôt

Les conquérants laissèrent aux populations autochtones la propriété de leurs terres. Dès le lendemain de la conquête, le pouvoir entreprit de réquisitionner des vivres et de lever du matériel pour équiper l’armée et la flotte [[126]](#footnote-126). Selon le système fiscal mis en place par les musulmans, les Coptes étaient principalement redevables d’un impôt foncier (gr. *dēmosia*; ar. *ǧizyat al-arḍ* [[127]](#footnote-127)) et les hommes devaient s’acquitter d’une capitation (gr. *andrismos*, *diagraphon* ; ar. *ǧizyat al-ra’s*), cette dernière constituant une innovation par rapport au système fiscal byzantin. Ces impôts étaient souvent perçus en nature par les autorités et les notables coptes, qui devaient les reverser en monnaie au pouvoir musulman [[128]](#footnote-128). À ces impôts payables en numéraire s’ajoutaient d’autres taxes, comme un impôt sur la production de céréales (gr. *embolē* ; ar. *ḍarībat al-ṭaʿām*), généralement versés en nature (*ḍarība*) au profit de l’armée et des villes saintes du Hedjaz, des levées extraordinaires (gr. *extraordina* ; ar. *fuḍūl*, *abwāb*) et des corvées locales ou régionales, ainsi que des droits de péage attestés dès le iie/viiie siècle [[129]](#footnote-129).

Le gouvernement de Fusṭāṭ envoyait des ordres de paiements (*entagia*) aux pagarchies en indiquant le montant global dû par chaque village ; les autorités villageoises répartissaient le total entre les contribuables en fonction de leurs ressources. Le départ d’un villageois pesait donc sur la communauté d’origine, tandis que le fugitif ne payait pas d’impôts dans sa nouvelle localité. Les premiers recensements des terres et des hommes, à partir du règne de ʿAbd al-ʿAzīz b. Marwān, se fondaient sur les registres de contribuables fournis par les pagarques. Mais vers 106/724-725, le surintendant des finances ʿUbayd Allāh b. al-Ḥabḥāb réalisa un cadastre complet des terres cultivables, tandis que quelques années plus tard, le gouverneur al-Walīd b. Rifāʿa (r. 109-117/727-735) procédait à un recensement exhaustif de la population égyptienne. De tels recensements permirent au pouvoir d’accroître son contrôle du territoire et de réviser l’assiette fiscale [[130]](#footnote-130). La capitation fut imposée aux moines **(145)** dès la fin du règne de ʿAbd al-ʿAzīz. Jusque-là, les moines en avaient été dispensés, ce qui attirait les fugitifs fiscaux dans les monastères. Afin de lutter contre l’évasion fiscale, le surintendant des finances Usāma b. Zayd (96-99/715-718) obligea les contribuables à se munir d’un sauf-conduit (gr. *sigillion*) pour circuler dans la province ; seuls les individus quittes de leurs impôts pouvaient s’en voir attribuer un. Les demandes de sauf-conduits présentées au pagarque étaient transmises à l’administration de Fusṭāṭ, qui envoyait ensuite les documents demandés, rédigés en arabe. En l’absence de sauf-conduit, les voyageurs étaient considérés comme des « fugitifs » (*ǧāliya*), des évadés fiscaux, et en conséquence mis à l’amende et renvoyés dans leur village, voire jetés en prison [[131]](#footnote-131). Sous Ibn al-Ḥabḥāb, dans la première moitié du iie/viiie siècle, les hommes se virent par ailleurs affublés d’un sceau de plomb, porté en collier, attestant qu’ils s’étaient acquittés de leurs impôts [[132]](#footnote-132).

L’évasion fiscale, mais aussi le ralentissement puis la fin de l’expansion territoriale, poussèrent le pouvoir à compenser les pertes de revenus qui en résultaient. L’arrivée des Abbassides se traduisit par une forte augmentation des impôts, tant en raison d’abus de fonctionnaires que de la politique des gouverneurs. Comme dans d’autres provinces, cette augmentation s’appuya sur une révision de l’histoire de la conquête, permettant de prétendre que l’Égypte avait été conquise par la force (*ʿanwa*), sans conclure de traité avec ses populations, et qu’en conséquence ses terres constituaient un butin immobilier (*fay’*) dont les produits devaient être affectés à la communauté musulmane [[133]](#footnote-133). Les gouverneurs abbassides Abū ʿAwn (r. 133-136/751-753, puis 137-141/755-758) et Mūsā b. Muṣʿab (r. 167-168/784-785) accrurent drastiquement les impôts existants et introduisirent de nouvelles taxes [[134]](#footnote-134). En parallèle, les personnes et les terres étaient recensées sur une base systématique. Dès le règne du calife d’al-Mahdī (r. 158-169/775-785), les autorités villageoises autochtones avaient perdu leur rôle d’intermédiaires fiscaux entre le pouvoir provincial et les sujets, et la perception était désormais assurée par des fonctionnaires (*ʿummāl*, sing. *ʿāmil*) [[135]](#footnote-135). Ces derniers tentaient de s’enrichir personnellement aux dépens des contribuables et du fisc, ce qui obligea le calife Hārūn al-Rašīd à diligenter une enquête pour récupérer l’argent détourné [[136]](#footnote-136).

Cette pression fiscale accrue sur les campagnes provoqua une série de révoltes qui ensanglantèrent l’Égypte, tout particulièrement dans le Delta oriental. La première révolte de grande ampleur éclata en 107/725 à la suite du cadastre d’Ibn al-Ḥabḥāb [[137]](#footnote-137). Aux paysans coptes, qui étaient à l’origine des premiers refus **(146)** de paiement de l’impôt, se joignirent bientôt, dans la seconde moitié du iie/viiie siècle, les groupes arabes installés dans les campagnes, victimes des mêmes abus fiscaux. Les tribus qaysites du Delta oriental furent ainsi parmi les premières à se révolter lorsqu’en 186/802, le gouverneur al-Layṯ b. al-Faḍl fit établir un arpentage des terres cultivées sur la base d’une unité de mesure raccourcie de plusieurs doigts [[138]](#footnote-138). En 168/784, les soldats de Fusṭāṭ trahirent leur gouverneur et s’allièrent avec les rebelles qu’ils étaient supposés réprimer [[139]](#footnote-139). L’incapacité des gouverneurs à venir à bout de ces révoltes obligea le calife Hārūn al-Rašīd à dépêcher des renforts sur place. Afin de mater la dernière et plus grande révolte, en 216/831, al-Ma’mūn dut envoyer dans le Delta son général al-Afšīn, avant de venir lui-même en Égypte, accompagné du patriarche d’Antioche Dionysios de Tel-Mahrē, pour tenter une ultime négociation avec les rebelles [[140]](#footnote-140). Ces derniers furent finalement massacrés et leurs familles déportées. Au-delà de la question fiscale, ces révoltes révèlent l’incapacité croissante de l’armée régulière à maintenir des populations mixtes (coptes et arabes), avec lesquelles elle se sentait des affinités, sous la coupe coercitive du pouvoir [[141]](#footnote-141).

### Conversion et walā’

L’institution du *walā’* permettait à un individu et à sa descendance de se rattacher à une tribu arabe en tant que « clients » (*mawlā*, pl. *mawālī*). L’esclave affranchi devenait ainsi client de son ancien maître et adoptait sa *nisba* tribale. Les conquérants de l’Égypte incluaient des individus qualifiés de *mawlā* car leurs pères ou leurs aïeux, arabes ou non, avaient été réduits en esclavage avant l’Islam. Les prisonniers capturés pendant les conquêtes, une fois affranchis, entrèrent également dans la catégorie des *mawālī*. Ce terme en vint par ailleurs à désigner les « clients » autochtones qui se rattachaient volontairement à la tribu d’un « patron » arabe, en général en vertu de leur conversion à l’islam – certains *mawālī* de l’époque sufyānide semblent néanmoins être demeurés chrétiens. Bien que les individus dont le *walā’* remontait à l’époque antéislamique aient à l’origine fait partie des dominants, la mémoire de cette origine tendit à s’estomper et les Égyptiens ne semblent pas avoir toujours distingué les différentes catégories de *mawālī* [[142]](#footnote-142).

**(147)** Quoiqu’attestées dès la conquête, les conversions à l’islam furent peu nombreuses au cours des décennies qui suivirent. Le pouvoir musulmans était lui-même peu prosélyte, en dépit de récits chrétiens tardifs évoquant des cas de conversion forcée au tournant du iie/viiie siècle. Les réductions fiscales accordées aux convertis encouragèrent les conversions dans la première moitié du iie/viiie siècle et au début de l’époque abbasside [[143]](#footnote-143). Dès la seconde moitié du viie siècle, des unités de *mawālī* furent enregistrées dans le *dīwān* de l’armée, et notamment enrôlées dans la flotte. Mais c’est surtout à partir du règne du calife ʿUmar II (r. 99-101/717-720) que les convertis autochtones furent massivement recrutés dans l’armée égyptienne et rattachés à la *ʿašīra* de leur patron [[144]](#footnote-144).

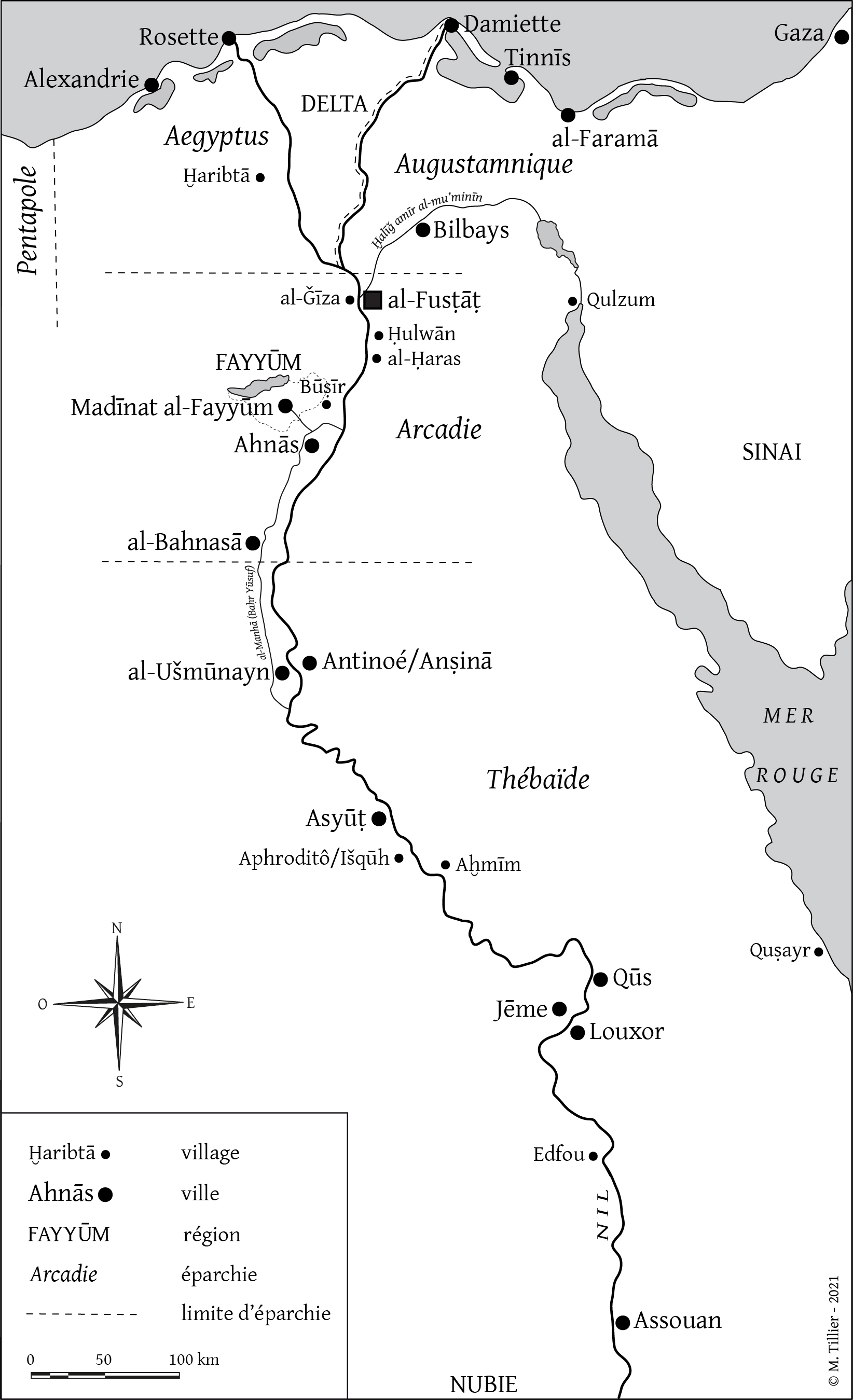
En dépit de leur intégration dans la société des conquérants, les *mawālī* ne jouissaient pas, dans l’Égypte des deux premiers siècles de l’hégire, d’un rang social équivalent à celui des Arabes. Jusqu’aux réformes fiscales de ʿUmar II, les convertis continuèrent de payer la capitation réclamée aux non-musulmans [[145]](#footnote-145). Par ailleurs, les Arabes considéraient les *mawālī* comme des musulmans de second rang et ne leur permettaient pas d’accéder aux plus hautes fonctions administratives. Le poste de cadi était ainsi réservé aux élites arabes et, en dépit de leurs compétences, les *mawālī* pouvaient espérer au mieux obtenir un poste de greffier (*kātib*), voire, à l’époque abbasside, un poste d’enquêteur (*ṣāḥib al-masā’il*). Ce n’est qu’à partir de 184/800 que l’on commença à voir quelques cadis *mawālī*, mais cela provoqua les protestations des élites fusṭāṭiennes [[146]](#footnote-146). Cette infériorité sociale, qui ne disparut pas en 132/750 en dépit de la tendance égalitariste des Abbassides, poussa certains *mawālī* coptes à revendiquer une généalogie arabe afin d’intégrer pleinement le milieu des élites. C’est ainsi qu’au tout début du iiie/ixe siècle, les habitants d’al-Ḥaras, un village de la rive orientale du Nil, clamèrent qu’ils appartenaient à la confédération tribale de Quḍāʿa et tentèrent par tous les moyens de se faire reconnaître comme Arabes par l’institution judiciaire. Le jugement rendu en leur faveur par le cadi al-ʿUmarī fut, quelques années plus tard, cassé par al-Bakrī [[147]](#footnote-147).

# Conclusion

La période qui s’étend de la conquête arabo-musulmane, en 640, au début du iiie/ixe siècle, se caractérise par un renforcement progressif du contrôle exercé par le nouveau pouvoir sur le territoire égyptien. Cantonnés au départ à Fusṭāṭ et dans quelques garnisons frontalières, les conquérants commencèrent par s’appuyer sur les institutions existantes, héritées de Byzance. Ce n’est que peu à peu, **(148)** au cours de l’époque sufyānide et surtout de l’époque marwānide, que des réformes successives des structures administratives, judiciaires et fiscales permirent aux gouverneurs d’instaurer un contrôle plus étroit sur le territoire à partir de leur capitale. Parmi les expressions de ce renforcement, la première moitié du 8e siècle vit le développement de l’arabe comme langue administrative et vernaculaire, ainsi qu’une islamisation des élites administratives de la province, tandis que des populations arabo-musulmanes commençaient à s’installer durablement dans l’arrière-pays.

Réduit à une petite minorité, le milieu des conquérants demeura pendant plusieurs décennies une société en armes, vivant en partie des rentes héréditaires reversées par le pouvoir sur le produit de l’impôt. Grâce à la prospérité agricole de l’Égypte, cette fragile économie de rente se maintint, bon gré mal gré, plus longtemps que dans la plupart des autres provinces, et survécut même à la révolution abbasside. Le iie/viiie siècle marqua néanmoins l’affaiblissement progressif de ce système. La croissance démographique des arabo-musulmans et l’intégration dans l’armée de convertis réduisait mathématiquement le montant des soldes. Les réformes fiscales, l’augmentation des impôts fonciers et la création de nouvelles taxes s’appliquant aux musulmans comme aux non-musulmans provoquèrent rapidement de grandes révoltes rurales. Les soldats du *ǧund*, liés aux révoltés par une solidarité croissante, étaient d’autant moins efficaces dans leur répression. À la fin du règne de Hārūn al-Rašīd, le système financier sur lequel reposait la domination des élites militaires issues des conquêtes était au bord de la faillite [[148]](#footnote-148). Il ne se remit pas des désordres de la quatrième guerre civile, et en 218/833, al-Muʿtaṣim abolit officiellement le système du *dīwān* hérité de la conquête en suspendant définitivement le versement du *ʿaṭā’* aux Arabes [[149]](#footnote-149). Les anciennes élites passèrent alors durablement sous la domination politique de gouverneurs exogènes, tandis que les affaires militaires achevaient de leur échapper au profit de troupes venues d’Orient, khurasaniennes puis turques.

*Carte 1. L’Égypte de la conquête au premier âge abbasside*

**

# Bibliographie

## Sources

al-Balāḏurī, *Ansāb al-ašrāf* (éd. Orient-Institut Beirut), Beyrouth, Mu’assasat al-Bayān, 2008-

al-Ḏahabī, *Ta’rīḫ al-islām*, éd. Baššār ʿAwwād Maʿrūf, Dār al-ġarb al-islāmī, Beyrouth, 2003.

–, *Siyar aʿlām al-nubalā’*, éd. Šuʿayb al-Arnaʾūṭ et Muḥammad Nuʿaym al-ʿAraqsūsī, Muʾassasat al-risāla, Beyrouth, 1413 H.

*History of the Patriarchs of the Coptic Church of Alexandria. II. Peter I to Benjamin I (661)*, éd. et trad. par B. Evetts, dans *Patrologia Orientalis*, 4 (1904), p. 381-518.

*History of the Patriarchs of the Coptic Church of Alexandria. III. Agathon to Michael I (766)*, éd. et trad. par B. Evetts, dans *Patrologia Orientalis*, 21 (1909), p. 1-215.

*History of the Patriarchs of the Coptic Church of Alexandria. IV. Mennas I to Joseph (849)*, éd. B. Evetts, dans *Patrologia Orientalis*, 50 (1915), p. 357-547.

Ibn ʿAbd al-Ḥakam, *Futūḥ Miṣr wa-aḫbāru-hā*, éd. Ch. C. Torrey, éd. Ch. C. Torrey, Yale University Press, New Haven, 1922.

Ibn Ḍiyā’ al-Makkī, *Ta’rīḫ Makka al-mušarrafa wa-l-masǧid al-ḥarām wa-l-Madīna al-šarīfa wa-l-qabr al-šarīf*, éd. ʿAlā’ Ibrāhīm et Ayman Naṣr, Dār al-kutub al-ʿilmiyya, Beyrouth, 2004.

Ibn Duqmāq, *al-Intiṣār li-wāsiṭat ʿaqd al-amṣār*, éd. K. Vollers, Le Caire, 1893 (rep. al-Maktab al-tiǧārī li-l-ṭibāʿa wa-tawzīʿ wa-l-našr, Beyrouth, s.d.).

Ibn Ḥaǧar, *Tahḏīb al-Tahḏīb*, Dār al-kitāb al-islāmī, Le Caire, s.d.

–*, al-Iṣāba fī tamyīz al-ṣaḥāba*, éd. ʿĀdil Aḥmad ʿAbd al-Mawǧūd et ʿAlī Muḥammad Muʿawwaḍ, Dār al-kutub al-ʿilmiyya, Beyrouth, 1995.

Ibn Saʿd, *al-Ṭabaqāt al-kubrā*, éd. Iḥsān ʿAbbās, Dār Ṣādir, Beyrouth, 1968.

Ibn Taġrī Birdī, *al-Nuǧūm al-zāhira fī mulūk Miṣr wa-l-Qāhira*, Dār al-kutub al-miṣriyya, Le Caire, 1929-1972.

Ibn Yūnus, *Ta’rīḫ Ibn Yūnus al-Miṣrī*, éd. ʿAbd al-Fattāḥ Fatḥī ʿAbd al-Fattāḥ, Dār al-kutub al-ʿilmiyya, Beyrouth, 2000.

John of Nikiu, *The Chronicle of John, Bishop of Nikiu*, trad. R. H. Charles, Williams & Norgate, Londres, 1916.

al-Kindī, *Wulāt* = al-Kindī, *Ta’rīḫ Miṣr wa-wulāti-hā*,dans *The Governors and Judges of Egypt*, éd. R. Guest, Brill, Leiden, 1912, p. 299-476.

–, *Histoire des cadis égyptiens (Aḫbār quḍāt Miṣr)*, présenté, traduit et annoté par Mathieu Tillier, Institut français d’archéologie orientale, Le Caire, 2012

al-Maqrīzī, *al-Mawāʿiẓ wa-l-iʿtibār fī ḏikr al-ḫiṭaṭ wa-l-āṯār*, éd. Ayman Fu’ād Sayyid, Mu’assasat al-Furqān, Londres, 2003.

al-Yaʿqūbī, *Ta’rīḫ*, éd. M. Th. Houtsma, Brill, Leiden, 1883.

## Références

Bell, H.I., *The Aphrodito Papyri*, Longmans and Co., Londres, 1910.

–, « The Administration of Egypt under the ‘Umayyad Khalifs », *Byzantinische Zeitschrift*, 28 (1928), p. 278-286.

Björnesjö, S., « L’arabisation de l’Égypte : le témoignage papyrologique », *Égypte-Monde Arabe*, 27-28 (1996), p. 93-106.

Ph. Booth, « The Muslim Conquest of Egypt Reconsidered », dans C. Zuckerman (éd.), Constructing the Seventh Century, Paris, Association des Amis du Centre d’Histoire et Civilisation de Byzance, 2013, p. 639-670.

–, “Debating the Faith in Early Islamic Egypt”, *Journal of Ecclesiastical History*, 70 (2019), p. 691-707.

Bouderbala, S., *Ǧund Miṣr : étude de l’administration militaire d’Égypte des débuts de l’Islam, 21/642-218/833*, Thèse de doctorat, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, 2008.

–, « Les *mawālī* à Fusṭāṭ aux deux premiers siècles de l’Islam et leur intégration sociale », dans A. Nef et F. Ardizzone (éd.), *Les dynamiques de l’islamisation en Méditerranée centrale et en Sicile : nouvelles propositions et découvertes récentes*, Rome-Bari, École française de Rome-Edipuglia, 2014, p. 141-151.

Brockopp, J.E., *Early Mālikī Law. Ibn ʿAbd al-Hakam and his Major Compendium of Jurisprudence*, Brill, Leiden, 2000.

Bruning, J., *The Rise of a Capital: Al-Fusṭāṭ and Its Hinterland, 18/639-132/750*, Brill, Leiden, 2018.

Foss, C., « Egypt under Muʿāwiya. Part I: Flavius Papas and Upper Egypt », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, 72 (2009), p. 1-24.

–, « Egypt under Muʿāwiya. Part II: Middle Egypt, Fusṭāṭ and Alexandria », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, 72 (2009), p. 259-278.

Creswell, A.C., « La mosquée de ʿAmru », *Bulletin de l’Institut français d’archéologie orientale*, 32 (1932), p. 121-166.

Cuvigny, H., « L’élevage des chameaux sur la route d’Edfou à Bérénice d’après une lettre trouvée à Bi’r Samût (iiie siècle av. J.-C) », dans D. Agut-Labordère & B. Redon, (éd.), *Les vaisseaux du désert et des steppes : histoire, archéologie, diffusion et usages antiques du*Camelus dromedarius*et du*Camelus bactrianus, MOM éditions, Lyon, 2020, p. 171-180.

Delattre, A., « Checkpoints, sauf-conduits et contrôle de la population en Égypte au début du VIIIe siècle », dans Alain Delattre, Marie Legendre & Petra M. Sijpesteijn (éd.), *Authority and Control in the Countryside. From Antiquity to Islam in the Mediterranean and Near East (Sixth-Tenth Century)*, Brill, Leiden, 2019, p. 531-546.

Delattre, A. et N. Vanthieghem, « Un ensemble archivistique trilingue à Strasbourg : un protocole et deux ordres de réquisition de la fin du VIIe siècle », dans J.-L. Fournet et A. Papaconstantinou (éd.), *Mélanges Jean Gascou. Textes et études papyrologiques* *(P.Gascou)*,Association des Amis du centre d’Histoire et de Civilisation de Byzance, Paris, 2016, p. 109-131.

Déroche, F., *Qur’āns of the Umayyads. A First Overview*, Brill, Leiden, 2014.

El Shamsy, A., *The Canonization of Islamic Law. A Social and Intellectual History*, Cambridge University Press, Cambridge, 2013.

van Ess, J., *Theology and Society in the Second and Third Centuries of the Hijra. A History of Religious Thought in Early Islam*, Brill, Leiden-Boston, 2017-2018.

Fournet, J.-L., *The Rise of Coptic. Egyptian versus Greek in Late Antiquity*, Princeton University Press, Princeton, 2020.

Frantz-Murphy, G., « A Comparison of the Arabic and Earlier Egyptian Contract Formularies », I, *Journal of Near-Eastern Studies*, 40 (1981), p. 203-225 ; II, *ibid*., 44 (1985), p. 99-114 ; III, *ibid*., 47 (1988), p. 105-112, 269-280 ; V, *ibid*., 48 (1989), p. 97-107.

Fu’ād Sayyid, A., *La capitale de l’Égypte jusqu’à l’époque fatimide. Al-Qāhira et al-Fusṭāṭ. Essai de reconstitution topographique*, Beyrouth, Franz Steiner Verlag, 1998.

Gascou, J., « De Byzance à l’Islam. Les impôts en Égypte après la conquête arabe », *Journal of the Eonomic and Social History of the Orient*, 16 (1983), p. 97-109.

–, « Arabic Taxation in the Mid-Seventh-Century Greek Papyri », dans C. Zuckerman (éd.), *Constructing the Seventh Century*, Association des Amis du Centre d’Histoire et Civilisation de Byzance, Paris, 2013, p. 671-677.

Gayraud, R.-P., S. Björnesjö et S. Denoix, « Isṭabl ʿAntar (Fostat) 1985. Rapport de fouilles », *Annales islamologiques*, 22 (1986), p. 1-26.

Gayraud, R.-P., S. Björnesjö, S. Denoix et M. Tuchscherer, « Isṭabl ʿAntar (Fostat) 1986. Rapport de fouilles », *Annales islamologiques*, 23 (1987), p. 55-71.

Gayraud, R.-P., S. Björnesjö, J.-M. Muller-Woulkoff, « Isṭabl ʿAntar (Fostat), 1987-1989. Rapport de fouilles », *Annales islamologiques*, 25 (1991), p. 57-87.

Guest, R., « Relations between Persia & Egypt under Islam up to the Fâṭimid Period », dans T.W. Arnold et R.A. Nicholson, *A Volume of Oriental Studies presented to Edward G. Browne*, Cambridge University Press, Cambridge, 1922, p. 163-177.

Hamdan, O., « The Second *Maṣāḥif* Project: A Step Towards the Canonization of the Qur’anic Text », dans A. Neuwirth, N. Sinai et M. Marx (éd.), *The Qur’ān in Context. Historical and Literary Investigations into the Qur’ānic Milieu*, Brill, Leiden, 2010, p. 775-835.

den Heijer, J., *Mawhūb Ibn Manṣūr Ibn Mufarriǧ et l’historiographie copto-arabe. Étude sur la composition de l’*Histoire des Patriarches d’Alexandrie, Louvain, 1989.

Hinds, M., « The Murder of the Caliph ʿUthmân », *International Journal of Middle East Studies*, 3 (1972), p. 450-469.

Hinds, M., et H. Sakkout, « A Letter from the Governor of Egypt to the King of Nubia and Muqurra Concerning Egyptian-Nubian Relations in 141/758 », dans W. al-Qāḍī (éd.), *Studia Arabica et Islamica. Festschrift for Iḥsān ʿAbbās on his Sixtieth Birthday*, American University of Beirut, Beyrouth, 1981, p. 209-229.

A. Jeffery, *Materials for the History of the Text of the Qur’ān. The Old Codices*, Brill, Leiden, 1937.

de Jong, J., « Arabia, Arabs, and “Arabic” in Greek Documents from Egypt », dans S. Bouderbala, S. Denoix et M. Malczycki (éd.), *New Frontiers of Arabic Papyrology. Arabic and Multilingual Texts from Early Islam*, Brill, Leiden, p. 3-27.

Kennedy, H., *The Early Abbasid Caliphate. A political history*, Croom Helm, London-Sydney, 1981.

–, « Central Government and Provincial Elites in the Early ‘Abbasid Caliphate », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies,* 44 (1981), p. 26-38.

–, « Egypt as a Province of the Islamic Caliphate », dans C.F. Petry (éd.), *The Cambridge History of Egypt*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 62-85.

–, *The Armies*,

Khoury, R.G., « Al-Layth Ibn Saʿd (94/713-175/791), grand maître et mécène de l’Egypte, vu à travers quelques documents islamiques anciens », *Journal of Near Eastern Studies* 40 (1981), p. 189-202.

–, ʿAbd Allāh Ibn Lahīʿa *(97-174/715-790) : Juge et grand maître de l’école égyptienne*, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1986.

Lammens, H., « Un gouverneur omaiyade d’Égypte. Qorra ibn Šarîk d’après les papyrus arabes », *Bulletin de l’Institut d’Égypte*, 5e série, tome II (1908), p. 99-115.

Legendre, M., *La Moyenne-Égypte du VIIe au IXe siècle. Apports d’une perspective régionale à l’étude d’une société entre Byzance et l’Islam*, thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

–, « Hiérarchie administrative et formation de l’État islamique dans la campagne égyptienne pré-ṭūlūnide », dans A. Nef et F. Ardizzone (éd.), *Les dynamiques de l’islamisation en Méditerranée centrale et en Sicile : nouvelles propositions et découvertes récentes*, Rome-Bari, École française de Rome-Edipuglia, 2014, p. 103-117.

–, « Perméabilité linguistique et anthroponymique entre copte et arabe : l’exemple de comptes en caractères coptes du Fayoum fatimide », dans A. Boud’hors, A. Delattre, C. Louis, T. S. Richter (éd.), *Coptica Argentoratensia. Troisième université d’été de papyrologie copte* (Strasbourg, 18-25 juillet 2010), Paris, De Boccard, 2014, p. 325-440.

–, « Neither Byzantine nor Islamic? The Duke of the Thebaid and the Formation of the Umayyad Sate », *Historical Research*, 89, n° 243 (2016), p. 3-18.

–, « Aspects of Umayyad Administration », dans A. Marsham (éd.), *The Umayyad World*, Routledge, Londres, 2020, p. 133-157.

Lev, Y. « Coptic Rebellions and the Islamization of Medieval Egyp (8th-10th century): Medieval and Modern Perceptions », *Jerusalem Studies in Arabic and Islam*, 39 (2012), p. 303-344.

Mabra, J., *Princely Authority in the Early Marwānid State: the Life of ʿAbd al-ʿAzīz ibn Marwān*, Gorgias Press, Piscataway, 2017.

Mikhail, M.S.A., *From Byzantine to Islamic Egypt. Religion, Identity and Politics after the Arab Conquest*, I.B. Tauris, Londres-New York, 2014.

Morelli, F., *Olio e retribuzioni nell’Egitto Tardo (V-VIII d. C.)*, Istituto papirologico “G. Vitelli”, Florence, 1996.

–, *L’archivio di Senouthios Anystes e testi connessi. Lettere e documenti per la costruzione di una capitale*, Corpus Papyrorum Raineri XXX, Berlin-New York, De Gruyter, 2010.

–, « Consiglieri e comandanti: i titoli del governatore arabo d’Egitto *symboulos* e *amîr* », *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik*, 173 (2010), p. 158-166.

Morimoto, K., *The Fiscal Administration of Egypt in the Early Islamic Period*, Kyoto, Dohosha, 1981.

Onimus, C., « Les *mawālī* en Égypte dans la documentation papyrologique. Ier-Ve s. H. », *Annales islamologiques*, 39 (2005), p. 81-107.

Papaconstantinou, A., « Between *Umma* and *Dhimma*. The Christians of the Middle East under the Umayyads », *Annales Islamologiques*, 42 (2008), p. 127-156.

–, « Administering the Early Islamic Empire. Insights from the Papyri », dans J. Haldon (éd.), *Money, Power and Politics in Early Islamic Syria: A Review of Current Debates*, Farnham, Ashgate, 2010, p. 57-74.

al-Qādī, W., « Population Census and Land Surveys under the Umayyads (41–132/661–750) », *Der Islam*, 83 (2008), p. 341-416.

Y. Rāġib, « Sauf-conduits d’Égypte omeyyade et abbasside », *Annales islamologiques*, 31 (1997), p. 143-168.

–, « Les pierres de souvenir : stèles du Caire de la conquête arabe à la chute des Fatimides », *Annales islamologiques*, 35 (2001), p. 321-383.

–, « Une ère inconnue d’Égypte musulmane : l’ère de la juridiction des croyants », *Annales islamologiques*, 41 (2007), p. 187-207.

Richter, T.S., « Language Choice in the Qurra Dossier », dans A. Papaconstantinou (éd.), *The Multilingual Experience in Egypt, from the Ptolemies to the Abbasids*, Farnham, Ashgate, 2010, p. 189-220.

Robin, Ch., « Matériaux pour une prosopographie de l’Arabie antique : les noblesses sabéenne et ḥimyarite avant et après l’Islam », dans Ch. J. Robin et J. Schiettecatte, *Les préludes de l’Islam. Ruptures et continuités dans les civilisations du Proche-Orient, de l’Afrique orientale, de l’Arabie et de l’Inde à la veille de l’Islam*, De Boccard, Paris, 2013, p. 127-270.

Robinson, C.F., « Neck-Sealing in Early Islam », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 48 (2005), p. 401-441.

Rémondon, R., *Papyrus grecs d’Apollônos Anô*, Imprimerie de l’Institut Français d’Archéologie Orientale, Le Caire, 1953.

Seignobos, R., *L’Égypte et la Nubie à l’époque médiévale. Élaboration et transmission des savoirs historiographiques (641-ca 1500)*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2016.

Sijpesteijn, P.M., « New Rules over Old Structures: Egypt after the Muslim Conquest », *Proceedings of the British Academy*, 136 (2007), p. 183-200.

–, « Landholding Patterns in Early Islamic Egypt », *Journal of Agrarian Change*, 9 (2009), p. 120-133

–, *Shaping a Muslim State. The World of a Mid-Eighth-Century Egyptian Official*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Tagher, J., *Christians in Muslim Egypt. An Historical Study of the Relations between Copts and Muslims from 640 to 1922*, Oros Verlag, Altenberge, 1998.

Tillier, M., « Les “premiers” cadis de Fusṭāṭ et les dynamiques régionales de l’innovation judiciaire (750-833) », *Annales Islamologiques*, 45 (2011), p. 214-242.

–, « Scribes et enquêteurs. Note sur le personnel judiciaire en Égypte aux quatre premiers siècles de l’hégire », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 54 (2011), p. 370-404.

–, « Le cadi et le sauf-conduit (*amān*) », *Islamic Law and Society*, 19 (2012), p. 201-221.

–, « Legal Knowledge and Local Practices under the Early ʿAbbāsids », dans Philip Wood (éd.), *History and Identity in the Eastern Mediterranean, 500-1000*, Oxford University Press, New York, 2013, p. 187-204.

–, « Deux papyrus judiciaires de Fusṭāṭ (iie/viiie siècle) », *Chronique d’Égypte*, 89 (2014), p. 412-445.

–, *L’invention du cadi. La justice des musulmans, des juifs et des chrétiens aux premiers siècles de l’Islam*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2017.

–, « Représenter la province auprès du pouvoir impérial : les délégations (*wufūd*) égyptiennes aux trois premiers siècles de l’Islam », *Arabica*, 67 (2020), p. 125-199.

–, « Local Tradition and Imperial Legal Policy under the Umayyads: The Evolution of the Early Egyptian School of Law », dans J. Bruning et al. (éd.), *Egypt and the Eastern Mediterranean World: From Constantinople to Baghdad, 500-1000 CE*, Cambridge University Press, Cambridge, 2022, p. 131-168.

Tillier, M. et N. Vanthieghem, « Recording Debts in Sufyānid Fusṭāṭ: A Reexamination of the Procedures and Calendar in Use in the First/Seventh Century », dans John Tolan (éd.), *Geneses:* *A Comparative Study of the Historiographies of the Rise of Christianity, Rabbinic Judaism and Islam*, Routledge, Londres, 2019, p. 148-188.

–, « Un traité de droit malikite égyptien redécouvert : Aṣbaġ b. al-Faraǧ et le serment d’abstinence », *Islamic Law and Society*, 26 (2019), p. 329-373.

–, *The Book of the Cow: An Ancient Qur’anic Codex on Papyrus*, Brill, Leiden, 2024.

Vadet, J.-Cl., ‘L’’acculturation’ des sud-arabiques de Fusṭāṭ au lendemain de la conquête arabe’, *Bulletin d’Études Orientales*, 22 (1969), p. 7-14.

Vanthieghem, N., « Le plus ancien sauf-conduit arabe », *Der Islam*, 91 (2014), p. 266-271.

Wiet, G., *L’Égypte arabe de la conquête arabe à la conquête ottomane, 642-1517 de l’ère chrétienne (Histoire de la nation égyptienne, tome IV)*, Plon, Paris, 1937.

1. Voir J. den Heijer, « Mawhūb ibn Manṣūr ibn Mufarriǧ (XIe siècle) : petit essai biographique », *Parole de l’Orient*, 14 (1987), p. 203-217. À ces sources égyptiennes, il faut ajouter les récits plus ponctuels figurant chez les autres chroniqueurs arabes, comme al-Balāḏurī, al-Ṭabarī, ainsi que les chroniqueurs syriaques, arméniens, etc. [↑](#footnote-ref-1)
2. L’appellation « Coptes » (ar. *qibṭ*, du grec *Aegyptos*) est employée dans un sens ethnique dans le présent chapitre pour désigner les populations égyptiennes autochtones non converties à l’islam, sans préjuger de leur religion exacte ni de leur affiliation théologique. Sur la définition des Coptes, voir P.M. Sijpesteijn*, Shaping a Muslim State*, p. 57. Parmi les publications archéologiques, voir les travaux de R.-P. Gayraud cités en bibliographie. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir par exemple Y. Rāġib, « Les pierres de souvenir : stèles du Caire de la conquête arabe à la chute des Fatimides », *Annales islamologiques*, 35 (2001), p. 321-383. Une grande partie du corpus épigraphique égyptien est accessible par le *Thesaurus d’épigraphie islamique* à l’URL <http://www.epigraphie-islamique.uliege.be/thesaurus/> [↑](#footnote-ref-3)
4. Il est impossible de proposer une liste représentative des publications papyrologiques relatives aux deux premiers siècles de l’Égypte islamique. Pour les documents en langue arabe, le lecteur pourra consulter la *Checklist of Arabic Documents* (<http://www.naher-osten.lmu.de/isapchecklist>) ainsi que l’*Arabic Papyrology Database* (<https://www.apd.gwi.uni-muenchen.de/apd/project.jsp>). [↑](#footnote-ref-4)
5. P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 170 ; J. de Jong, « Arabia, Arabs, and “Arabic” in Greek Documents from Egypt » ; H. Cuvigny, « L’élevage des chameaux sur la route d’Edfou à Bérénice ». [↑](#footnote-ref-5)
6. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 7. [↑](#footnote-ref-6)
7. M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 19-20 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 22. [↑](#footnote-ref-7)
8. Voir J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 25. [↑](#footnote-ref-8)
9. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 8. [↑](#footnote-ref-9)
10. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 8. Jean de Nikiou parle plutôt de 4000 hommes (John of Nikiu, *Chronicle*, p. 181). [↑](#footnote-ref-10)
11. J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 3, 27. Sur le traité passé avec Cyrus, voir J. Gascou, « De Byzance à l’Islam », p. 99. Sur le rôle des Coptes pendant la conquête et leur réécriture ultérieure de l’histoire, voir M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 17-36. [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir Ph. Booth, « The Muslim Conquest of Egypt Reconsidered », p. 639-670. [↑](#footnote-ref-12)
13. Comme suggéré par M. Legendre, *La Moyenne-Égypte*, p. 141, 146, 328. [↑](#footnote-ref-13)
14. Al-Maqrīzī, *al-Mawāʿiẓ wa-l-iʿtibār*, I, p. 451-452. [↑](#footnote-ref-14)
15. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 11, 36 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 41-43. [↑](#footnote-ref-15)
16. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 9 ; voir W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 58-61 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 79 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 17. [↑](#footnote-ref-16)
17. Ibn ʿAbd al-Ḥakam, *Futūḥ Miṣr*, p. 162-164 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 76-77. [↑](#footnote-ref-17)
18. W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 62-63 ; K. Morimoto, « The *Dīwān*s as Registers of the Arab Stipendiaries in Early Islamic Egypt », p. 355 ; cf. H. Kennedy, *The Armies of the Caliphs*, p. 5. [↑](#footnote-ref-18)
19. Voir W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 62, 95. [↑](#footnote-ref-19)
20. Voir M. Tillier, « Représenter la province », p. 147-149. [↑](#footnote-ref-20)
21. K. Morimoto, « The *Dīwān*s as Registers », p. 354 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 80. [↑](#footnote-ref-21)
22. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 45, 49-50 ; W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 128-129 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 109-114, 137 ; J. Mabra, *Princely Authority*, p. 49, 119-150 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 17-19. [↑](#footnote-ref-22)
23. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 10. Cf. P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 53. [↑](#footnote-ref-23)
24. Ibn ʿAbd al-Ḥakam, *Futūḥ Miṣr*, p. 162-169 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 69, 121. [↑](#footnote-ref-24)
25. J. Mabra, *Princely Authority*, p. 91. [↑](#footnote-ref-25)
26. M. Tillier, « Représenter la province ». [↑](#footnote-ref-26)
27. Voir W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 128-129 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 109-114. [↑](#footnote-ref-27)
28. Sur les doutes que l’on peut avoir concernant l’existence de cette institution avant l’époque omeyyade, voir S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 250-251. [↑](#footnote-ref-28)
29. Voir H. Kennedy, « Central Government », p. 35-36. [↑](#footnote-ref-29)
30. S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 252-256. [↑](#footnote-ref-30)
31. M. Tillier, *L’invention du cadi*, p. 193, 195, 253-254, 307. [↑](#footnote-ref-31)
32. M. Tillier, *L’invention du cadi*, p. 50-77. Sur les pétitions égyptiennes avant la conquête, voir J.-L. Fournet, *The Rise of Coptic*, p. 99-111. [↑](#footnote-ref-32)
33. M. Tillier, « Introduction », dans al-Kindī, *Histoire des cadis égyptiens*, p. 23. [↑](#footnote-ref-33)
34. M. Tillier, *L’invention du cadi*, p. 130-133. [↑](#footnote-ref-34)
35. M. Tillier, *L’invention du cadi*, p. 96-103. [↑](#footnote-ref-35)
36. *History of the Patriarchs*, III, p. 12/266, 48/302. Voir K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 114. [↑](#footnote-ref-36)
37. J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 56. [↑](#footnote-ref-37)
38. H. Kennedy, « Central Government », p. 33-34. [↑](#footnote-ref-38)
39. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 58-59 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 124 ; M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 116 ; J. Mabra, *Princely Authority*, p. 100. [↑](#footnote-ref-39)
40. S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 196-199. Pour une opinion contraire, selon laquelle les registres de l’armée étaient aussi tenus en grec, voir K. Morimoto, « The *Dīwān*s as Registers », p. 364-365. [↑](#footnote-ref-40)
41. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 64, 70-71 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 210-215, 224. [↑](#footnote-ref-41)
42. M. Tillier et N. Vanthieghem, « Recording Debts in Sufyānid Fusṭāṭ », p. 149-153. [↑](#footnote-ref-42)
43. K. Morimoto, « The *Dīwān*s as Registers », p. 364 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 70-71, 102 ; J. Mabra, *Princely Authority*, p. 99. [↑](#footnote-ref-43)
44. J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 89. [↑](#footnote-ref-44)
45. Al-Maqrīzī, *al-Mawāʿiẓ wa-l-iʿtibār*, I, p. 451-452 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 39-40. [↑](#footnote-ref-45)
46. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 36 ; A. Delattre et N. Vanthieghem, « Un ensemble archivistique trilingue à Strasbourg », p. 126-128 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 45-49, 50-54, 156. [↑](#footnote-ref-46)
47. C. Foss, « Egypt under Muʿāwiya. Part I », p. 2-3, 9-10, 15 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 72, 86-87, 102-104 ; M. Legendre, « Neither Byzantine nor Islamic? ». Sur leur rôle judiciaire, voir M. Tillier, *L’invention du cadi*, p. 41-50. [↑](#footnote-ref-47)
48. L’expression *ṣāḥib* + nom d’un village est souvent interprétée comme l’équivalent arabe du « pagarque », mais aucun document bilingue ne permet de l’affirmer avec certitude. Après Qurra b. Šarīk, des documents proposent plutôt le terme *ʿāmil* comme équivalent du grec *epikeimenos*. [↑](#footnote-ref-48)
49. P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 87, 89, 130-132. [↑](#footnote-ref-49)
50. P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 70 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 109-110, 154. [↑](#footnote-ref-50)
51. P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 126, 128-129, 139. [↑](#footnote-ref-51)
52. Ibn ʿAbd al-Ḥakam, *Futūḥ Miṣr*, p. 152-153 ; J. Gascou, « De Byzance à l’Islam », p. 101 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 88, 90. [↑](#footnote-ref-52)
53. Ibn ʿAbd al-Ḥakam, *Futūḥ Miṣr*,p. 151-153 ; al-Kindī, *Wulāt*, p. 69 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 87, 103, 126, 201, 208. [↑](#footnote-ref-53)
54. J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 123. [↑](#footnote-ref-54)
55. Al-Maqrīzī, *al-Mawāʿiẓ wa-l-iʿtibār*, I, p. 451-452. Voir S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 283-295. [↑](#footnote-ref-55)
56. S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 277 *sq* ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 40. [↑](#footnote-ref-56)
57. Voir par exemple al-Kindī, *Wulāt*, p. 38, 70, 79-80. [↑](#footnote-ref-57)
58. S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 281-285 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 60, 76 111 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 44. [↑](#footnote-ref-58)
59. H.I. Bell, *The Aphrodito Papyri*, p. xxxii-xxxiv ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 290. [↑](#footnote-ref-59)
60. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 12-13 ; R. Seignobos, *L’Égypte et la Nubie*, p. 32-52 ; M. Hinds et H. Sakkout, « A Letter from the Governor of Egypt ». [↑](#footnote-ref-60)
61. J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 97-106. [↑](#footnote-ref-61)
62. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 14-19 ; al-Balāḏurī, *Ansāb al-ašrāf*, II, p. 343-345 ; M. Hinds, « The Murder of the Caliph ʿUthmân », p. 452-458. [↑](#footnote-ref-62)
63. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 19-31. [↑](#footnote-ref-63)
64. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 40-48. [↑](#footnote-ref-64)
65. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 64. [↑](#footnote-ref-65)
66. J. van Ess, *Theology and Society*, II, p. 806. [↑](#footnote-ref-66)
67. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 85-93 ; H. Kennedy, « Egypt as a Province », p. 75-76. [↑](#footnote-ref-67)
68. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 93-97 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 19. [↑](#footnote-ref-68)
69. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 98-100. [↑](#footnote-ref-69)
70. H. Kennedy, « Central Government », p. 32-33. [↑](#footnote-ref-70)
71. Voir par exemple al-Kindī, *Wulāt*, p. 135, 137. [↑](#footnote-ref-71)
72. H. Kennedy, « Egypt as a Province », p. 77. [↑](#footnote-ref-72)
73. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 111-115. Sur la sensibilité chiite de certains Égyptiens au iie/viiie siècle, voir J. van Ess, *Theology and Society*, II, p. 803-806. [↑](#footnote-ref-73)
74. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 124, 126, 128-130 ; Ibn Taġrī Birdī, *al-Nujūm al-zāhira*, II, p. 60-61. [↑](#footnote-ref-74)
75. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 95. [↑](#footnote-ref-75)
76. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 102 ; al-Maqrīzī, *al-Mawāʿīẓ wa-l-iʿtibār*, II, p. 56-57 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 253. [↑](#footnote-ref-76)
77. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 115. [↑](#footnote-ref-77)
78. Al-Maqrīzī, *al-Mawāʿiẓ wa-l-iʿtibār*, II, p. 56-57 ; A. Fu’ād Sayyid, *La capitale de l’Égypte*, p. 28-34. [↑](#footnote-ref-78)
79. M. Tillier, *L’invention du cadi*, p. 202. [↑](#footnote-ref-79)
80. Voir M. Tillier, « Deux papyrus judiciaires de Fusṭāṭ ». [↑](#footnote-ref-80)
81. M. Tillier, *L’invention du cadi*, p. 214. [↑](#footnote-ref-81)
82. M. Tillier, *L’invention du cadi*, p. 210-212. [↑](#footnote-ref-82)
83. M. Tillier, *L’invention du cadi*, p. 312-315. [↑](#footnote-ref-83)
84. H. Kennedy, « Central Government », p. 36-37 ; M. Tillier, « Legal Knowledge”, p. 200-202. Voir la liste des cadis de Fusṭāṭ dans al-Kindī, *Histoire des cadis égyptiens*, p. 28-29. [↑](#footnote-ref-84)
85. Al-Kindī, *Histoire des cadis égyptiens*, p. 221, 226-228, 231, 235-236. [↑](#footnote-ref-85)
86. Voir Ch. Robin, « Matériaux pour une prosopographie de l’Arabie antique », notamment p. 166, 179, 181, 193-194. [↑](#footnote-ref-86)
87. Voir J.-Cl. Vadet, « L’‘acculturation’ des sud-arabiques ». [↑](#footnote-ref-87)
88. Ibn ʿAbd al-Ḥakam, *Futūḥ Miṣr*, p. 141-143 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 151-154. [↑](#footnote-ref-88)
89. K. Morimoto, *The Fiscal Administration*, p. 25, 41, 81, 143 ; F. Morelli, *Olio e retribuzioni*, p. 113 ; H. Kennedy, *The Armies of the Caliphs*, p. 66-67, 72 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 77. [↑](#footnote-ref-89)
90. M. Tillier et N. Vanthieghem, « Recording Debts », p. 166-167. [↑](#footnote-ref-90)
91. M. Hinds, « The Murder », p. 463. [↑](#footnote-ref-91)
92. S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 204-207. [↑](#footnote-ref-92)
93. K. Morimoto, « The *Dīwān*s as Registers », p. 355-356 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 187-190. [↑](#footnote-ref-93)
94. S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 220-221. [↑](#footnote-ref-94)
95. W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 92 ; K. Morimoto, « The *Dīwān*s as Registers », p. 361 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 62, 261-268. [↑](#footnote-ref-95)
96. P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 93, 108. [↑](#footnote-ref-96)
97. W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 82 ; H. Kennedy, « Egypt as a Province », p. 75. [↑](#footnote-ref-97)
98. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 76-77 ; al-Maqrīzī, *al-Mawāʿiẓ wa-l-iʿtibār*,I, p. 214-215. [↑](#footnote-ref-98)
99. K. Morimoto, « The *Dīwān*s as Registers of the Arab Stipendiaries in Early Islamic Egypt », p. 353. [↑](#footnote-ref-99)
100. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 125-126 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 163-172, 182-194, 213. [↑](#footnote-ref-100)
101. R. Guest, « Relations between Persia & Egypt », p. 163-177, p. 167 ; cf. S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 238. [↑](#footnote-ref-101)
102. H. Kennedy, *The Early Abbasid Caliphate*, p. 169-170 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 243-244. [↑](#footnote-ref-102)
103. H. Kennedy, *The Armies*, p. 97 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 244. [↑](#footnote-ref-103)
104. Voir al-Kindī, *Wulāt*, p. 38-39 ; W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 127. [↑](#footnote-ref-104)
105. A.C. Creswell, « La mosquée de ʿAmru », p. 122-130 ; W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 129. [↑](#footnote-ref-105)
106. F. Déroche, *Qur’āns of the Umayyads*, p. 17, 56, 60, 65, 73-101. [↑](#footnote-ref-106)
107. Voir A. Jeffery, *Materials*, p. 230 ; Ibn Ḍiyā’ al-Makkī, *Ta’rīḫ Makka*, p. 295. [↑](#footnote-ref-107)
108. Ibn Yūnus, *Ta’rīḫ*, I, p. 347. Voir également al-Ḏahabī, *Ta’rīḫ al-islām*, IV, p. 272-3 ; Ibn Duqmāq, *al-Intiṣār*, p. 11 ; Ibn Ḥaǧar, *Tahḏīb al-Tahḏīb*, VII, p. 245 ; *id*., *al-Iṣāba*, IV, p. 429. [↑](#footnote-ref-108)
109. Al-Yaʿqūbī, *Ta’rīḫ*, I, p. 166-167. Cf. O. Hamdan, « The Second *Maṣāḥif* Project », p. 824. [↑](#footnote-ref-109)
110. Ibn ʿAbd al-Hakam, *Futūḥ Miṣr*, p. 117-8. Cf. Ibn Duqmāq, *al-Intiṣār*, p. 72-3 ; al-Maqrīzī, *al-Mawāʿiẓ wa-l-iʿtibār*, IV.1, p. 30-1 ; Ibn Ḥaǧar, *Rafʿ al-iṣr*, p. 215. [↑](#footnote-ref-110)
111. M. Tillier et N. Vanthieghem, *The Book of the Cow: An Ancient Papyrus Codex on Papyrus*. [↑](#footnote-ref-111)
112. Ibn Saʿd, *Ṭabaqāt*, II, p. 373. [↑](#footnote-ref-112)
113. Ibn ʿAbd al-Ḥakam, *Futūḥ Miṣr*, p. 287-294 ; al-Kindī, *Wulāt*, p. 37 ; Ibn Yūnus, *Ta’rīḫ*, I, p. 468 ; al-Ḏahabī, *Siyar aʿlām al-nubalā’*, II, p. 467. [↑](#footnote-ref-113)
114. Ibn Yūnus, *Ta’rīḫ*, I, p. 298-9 ; al-Kindī, *Aḫbār quḍāt Miṣr*, p. 313 ; R.G. Khoury, *ʿAbd Allāh ibn Lahīʿa*, p. 91, 99. [↑](#footnote-ref-114)
115. S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 29-32. Voir R.G. Khoury, ʿAbd Allāh Ibn Lahīʿa. [↑](#footnote-ref-115)
116. Ibn Yūnus, *Ta’rīḫ*, I, p. 509. [↑](#footnote-ref-116)
117. M. Tillier, « Les “premiers” cadis », p. 216 ; M. Tillier, « Local Tradition and Imperial Legal Policy », p. 135. [↑](#footnote-ref-117)
118. S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 294-295. [↑](#footnote-ref-118)
119. J.E. Brockopp, *Early Mālikī Law*, p. 16-21, 72, 89 ; A. El Shamsy, *The Canonization of Islamic Law*, p. 96 ; M. Tillier et N. Vanthieghem, « Un traité de droit malikite égyptien redécouvert ». [↑](#footnote-ref-119)
120. M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 14, 54-55, 60-62, 82. [↑](#footnote-ref-120)
121. W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 80 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 136-139. [↑](#footnote-ref-121)
122. M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 39-41, 184-185, 225-226 ; J. Mabra, *Princely Authority*, p. 102 ; P. Booth, « Debating the Faith in Early Islamic Egypt », p. 699-705. [↑](#footnote-ref-122)
123. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 131-132. Voir W. Kubiak, *Al-Fustat*, p. 80 ; M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 228-229. [↑](#footnote-ref-123)
124. Voir J.-l. Fournet, *The Rise of Coptic*. [↑](#footnote-ref-124)
125. M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 81-105. [↑](#footnote-ref-125)
126. P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 52, 69, 74 ; J. Bruning, *The Rise of a Capital*, p. 113. [↑](#footnote-ref-126)
127. Le terme *ḫarāǧ*, d’origine araméenne, n’apparaît en Égypte pour désigner l’impôt foncier qu’à l’époque abbasside. K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 181 ; J. Gascou, « De Byzance à l’Islam », p. 108. [↑](#footnote-ref-127)
128. J. Gascou, « De Byzance à l’Islam », p. 101 ; J. Gascou, « Arabic Taxation » ; C. Foss, « Egypt under Muʿāwiya. Part I », p. 15-16 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 72-73, 155-160, 173, 176-177, 179. Cf. K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 60-61. [↑](#footnote-ref-128)
129. K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 60, 140 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 99, 100, 173, 175, 180 ; M. Legendre, « Aspects of Umayyad Administration », p. 139-141. Sur le processus d’estimation et de collecte des impôts dans chaque pagarchie et chaque village, voir K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 93-113. [↑](#footnote-ref-129)
130. K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 114, 120 ; W. al-Qāḍī, « Population Census and Land Surveys », p. 381-410. [↑](#footnote-ref-130)
131. K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 124-125 ; Y. Rāġib, « Sauf-conduits d’Égypte » ; W. al-Qāḍī, « Population Census and Land Surveys », p. 400 ; N. Vanthieghem, « Le plus ancien sauf-conduit arabe » ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 96-98, 100, 194 ; A. Delattre, « Checkpoints, sauf-conduits et contrôle de la population en Égypte ». Sur le phénomène des fugitifs fiscaux, voir K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 120-124. [↑](#footnote-ref-131)
132. K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 135 ; C.F. Robinson, « Neck-Sealing in Early Islam », p. 428-431. [↑](#footnote-ref-132)
133. M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 110-112. [↑](#footnote-ref-133)
134. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 125 ; K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 149, 152, 223-228 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 215-216. [↑](#footnote-ref-134)
135. K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 198. [↑](#footnote-ref-135)
136. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 125 ; H. Kennedy, « Central Government », p. 34-35. [↑](#footnote-ref-136)
137. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 73-74. Voir K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 137, 146-148. Une révolte fiscale, évoquée dans une lettre de 78/697, semble avoir eu lieu dans la région thébaine dès le règne de ʿAbd al-ʿAzīz. Elle fut vraisemblablement trop petite et trop locale pour retenir l’attention des chroniqueurs. Voir A. Delattre, « Checkpoints, sauf-conduits et contrôle de la population en Égypte », p. 544. [↑](#footnote-ref-137)
138. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 140 ; al-Maqrīzī, *al-Mawāʿiẓ wa-l-iʿtibār*,I, p. 215. [↑](#footnote-ref-138)
139. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 126. [↑](#footnote-ref-139)
140. *History of the Patriarchs of the Coptic Church of Alexandria*, IV, p. 486-494. [↑](#footnote-ref-140)
141. Sur ces révoltes, voir K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 145-172 ; Y. Lev, « Coptic Rebellions », p. 310-320 ; M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 118-127. [↑](#footnote-ref-141)
142. C. Onimus, « Les *mawālī* en Égypte », p. 81-107.  [↑](#footnote-ref-142)
143. K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 149 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 107, 166-167 ; M.S.A. Mikhail, *From Byzantine to Islamic Egypt*, p. 60-75. Sur les problèmes posés par l’onomastique pour déterminer la conversion d’un individu, voir M. Legendre, « Perméabilité linguistique ». [↑](#footnote-ref-143)
144. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 68, 70 ; K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 132 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 225-234 ; *id*., « Les *mawālī* à Fusṭāṭ », p. 143-144. [↑](#footnote-ref-144)
145. K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 128-129 ; S. Bouderbala, *Ǧund Miṣr*, p. 228 ; P.M. Sijpesteijn, *Shaping a Muslim State*, p. 193. [↑](#footnote-ref-145)
146. M. Tillier, « Scribes et enquêteurs », p. 385-397. [↑](#footnote-ref-146)
147. Al-Kindī, *Histoire des cadis égyptiens*, p. 164-168, 181-182. Cf. Y. Lev, « Coptic Rebellions », p. 321-323 ; S. Bouderbala, « Les *mawālī* à Fusṭāṭ », p. 148-149.  [↑](#footnote-ref-147)
148. Voir al-Kindī, *Wulāt*, p. 146. [↑](#footnote-ref-148)
149. Al-Kindī, *Wulāt*, p. 193. Voir K. Morimoto, *Fiscal Administration*, p. 167 ; H. Kennedy, « Central Government », p. 37-38. [↑](#footnote-ref-149)